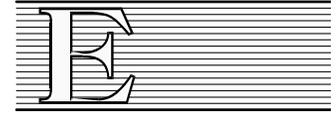




**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: LIMITÉE

E/ECA/FSSD/CFSSD/6/4
août 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable
Réunion régionale d'application en vue de la dix-huitième
session de la Commission sur le développement durable

Sixième session

27-30 octobre 2009
Addis-Abeba (Éthiopie)

L'État de la Sécurité Alimentaire en Afrique

**Traduction, en Français, de l'auteur à partir de la version originale rédigée en langue
Anglaise.**

**Ce document a été préparé par Hamdou Raby Wane, Section Systèmes de Production
Agricoles (APSS), Division de la Sécurité Alimentaire et du Développement Durable
(FSSDD), Commission des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)**

Table des matières

ACRONYMES.....	
INTRODUCTION.....	
I. PROBLEMES ET DEFIS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	
I.1. L'aggravation de la sous-alimentation et de la faim	
I.2. L'insécurité alimentaire en Afrique: schémas, tendances et causes principales	
I.2.1. Schémas et tendances des crises alimentaires	
I.2.2. Principales causes de crises alimentaires	
I.3. L'apport des principaux groupes d'aliments, l'apport énergétique et la diversification du régime alimentaire.....	
I.4. La croissance économique et les performances en matière de productivité agricole	
I.5. Pauvreté, modes de consommation et dépendance alimentaire à l'importation	
I.5.1. La pauvreté urbaine en hausse: une menace à la sécurité alimentaire et une source de défis à la sûreté des aliments	
I.5.2. La dépendance alimentaire à l'importation	
I.6. La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire	
II. LA FLAMBEE DES COURS MONDIAUX DES DENREES ALIMENTAIRES ET SON IMPACT SUR LA BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE	
II.1. Vue d'ensemble sur la flambée des prix et son évolution récente	
II.2. L'impact sur la balance commerciale alimentaire.....	
III. LES REPONSES DE POLITIQUE- IMPLICATIONS AU PLAN MACRO-ECONOMIQUE ET IMPACT DES HAUSSES DE PRIX	
III.1. Le dispositif d'ensemble: du niveau des pays à celui de la communauté internationale	
III.1.1. Le niveau des pays	
III.1.2. A l'échelle régionale	
III.1.3. Les engagements et l'action de la communauté internationale.....	
III.2. Les implications de coûts au plan macro-économique: Impacts sur les comptes courants et sur la balance des paiements	
III.3. La transmission des prix internationaux aux marchés domestiques des aliments: l'évolution des prix domestiques	

III.4. Les effets au niveau des ménages: Une aggravation de la pauvreté et un futur compromis par l'accumulation du fardeau de la malnutrition.....

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....

ACRONYMES

AEA	Apport énergétique alimentaire
ASS	Afrique Sub-Saharienne
CAADP	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique
CAF	Cadre global de CFA pour l'action
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FMI	Fonds Monétaire International
HLTF	Groupe de Travail de Haut Niveau des Nations Unies sur la crise alimentaire
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
LICs	Pays à faible revenu
L-MICS	Pays à Faible Revenu ou à Revenu Intermédiaire
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PMA	Pays les Moins Avancés
PTF	Productivité totale des Facteurs
SMA	Sommet Mondial de l'Alimentation
SMIAR	Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide sur l'Agriculture et l'Alimentation
UA-NEPAD	Union Africaine – Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
UEMOA	Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

INTRODUCTION

Le terme «sécurité alimentaire» est utilisé ici pour décrire non seulement la disponibilité de la nourriture, mais la capacité d'acheter la nourriture. Pour une nation ou un ménage, être en situation de sécurité alimentaire c'est disposer d'une source de nourriture fiable et de ressources suffisantes pour l'acheter. C'est pourquoi il est important d'identifier les causes fondamentales et les facteurs proches des déficits alimentaires et des pertes de revenus réels au sein de la population la plus soumise à ces aléas. La crise alimentaire qui enserme le monde entier depuis 2007 a aggravé ces causes et facteurs d'insécurité. En même temps, elle représente pour l'Afrique une source d'opportunité pour des solutions à long terme au spectre de la faim par la mise en œuvre de stratégie de croissance tirée par l'agriculture. Environ un milliard de personnes - ou un sixième de la population mondiale - subsiste avec moins de US\$1 par jour, 162 millions d'entre ayant moins de \$0.50 par jour. De mars 2007 à mars 2008, les prix des denrées alimentaires sur le marché mondial ont augmenté, en moyenne, de 43 pour cent, selon le Fonds monétaire international. Les augmentations les plus fortes ont été sur le blé, le maïs et le riz - les composants principaux du régime alimentaire de base de milliards de personnes - aussi bien que sur le soja. Par conséquent, l'alimentation du bétail, de la volaille et d'autres animaux de boucherie, a été également affectée. Ces augmentations des prix ont atteint - à des degrés divers - de nombreux marchés locaux d'Afrique, d'Asie et d'autres régions du monde, une source de préoccupation quant à l'accentuation de l'insécurité alimentaire - en particulier parmi les pauvres - et quant à la propagation du malaise social et à l'instabilité politique dans des régions entières.

Depuis des décennies, le monde n'avait pas éprouvé une crise alimentaire sur une telle échelle. Cependant, vue d'Afrique, une crise alimentaire est plus qu'un événement familier. La nouveauté a été liée plus probablement à deux aspects corrélés. D'abord, les consommateurs et les gouvernements dans certains des coins les plus riches du monde feraient, après des décennies d'abondance et de nourriture à bon marché, l'expérience de la rareté et des difficultés d'accès si familières aux consommateurs Africains. Ensuite, et en conséquence, cette crise potentielle ajouterait des contraintes plus fortes sur les revenus des ménages, sur les positions externes des économies et les budgets nationaux d'économies qui ont à relever le double défi de l'éradication de la pauvreté et de l'adaptation à un monde en voie de globalisation. Quarante cinq (45) pour cent de la population africaine vit avec moins de \$1/jour et dépense de 50 à 75 pour cent de son revenu sur les aliments principaux. Aussi, y a-t il une préoccupation particulière pour les pauvres vivant dans des pays qui dépendent fortement des marchés extérieurs pour la nourriture et pour l'énergie. Pour toutes ces raisons, la montée subite de prix de denrées alimentaires peut accentuer l'insécurité alimentaire sur le continent et compliquer, sinon annuler les progrès réalisés, vers l'atteinte des objectifs de développement du millénaire (OMD) dans les domaines de la pauvreté et la faim. Cependant, cette crise pourrait aussi être l'occasion pour la revitalisation et le développement de l'agriculture africaine sur le moyen et le long terme. Par conséquent, il est impératif d'établir une forte cohérence entre les réponses à la crise - c.-à-d. l'ensemble des décisions de politique et des actions déployées pour atténuer ses impacts à court terme, et la politique de développement de moyen à long terme.

Ce rapport passe en revue le statut de la sécurité alimentaire en Afrique et aborde la question de l'impact sur le continent de la flambée mondiale des prix de denrées alimentaires. Il procède à partir d'un examen régional des questions et des défis principaux de la sécurité alimentaire, à une vue d'ensemble de la hausse globale des prix et de son effet sur les balances commerciales de l'alimentation, et, en conclusion, à un examen des réponses de politique aux

crises alimentaires, de leurs implications macro-économiques et de leurs impacts au niveau des ménages. Il est divisé en quatre parties:

- La première partie fournit l'arrière-plan à la crise alimentaire par un examen des tendances récentes de la sous-alimentation et de faim à travers les différentes sous-régions. Cette description est suivie par une analyse de la nature et des causes de l'insécurité alimentaire pendant la période récente - avec une considération particulière sur les crises alimentaires et les catastrophes naturelles. Cette analyse est prolongée par un examen des sources principales de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire aux niveaux du pays et du ménage;
- La deuxième partie est consacrée à une vue d'ensemble de la flambée des prix des denrées alimentaires et de son impact sur les balances commerciales alimentaires. Comment les pays ont tiré profit de/ont perdu travers la crise, cette question sera spécifiquement adressée ici;
- La troisième partie présente quelques options de politique de court/moyen ou long terme qui sont mises en application au national, régional et international pour atténuer les impacts négatifs et tirer partie des opportunités naissantes à travers un investissement accru dans l'agriculture. Les implications macro-économiques de coût - c.-à-d. l'impact sur les comptes courants et sur la balance des paiements - aussi bien que les effets au niveau de ménage seront examinés. Une analyse de la cohérence de ces mesures et de leur durabilité sera amorcée;
- Dans la partie finale, les défis majeurs requérant une action d'envergure sont résumés et font l'objet de recommandations.

PROBLEMES ET DEFIS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

La plupart de pays africains sont confrontés à une série de défis résultant de la combinaison de la pauvreté monétaire, de l'importance des postes alimentaires dans les budgets des ménages, d'une dépendance très élevée aux importations pour l'alimentation et pour l'approvisionnement en énergie fossile, de la faiblesse des performances de l'agriculture et des capacités institutionnelles. Ce faisceau de défis les expose à des aléas élevés d'insécurité alimentaire. De ce fait, la faim et la sous-alimentation sont une source permanente de préoccupation sur tout le continent, en particulier en particulier en Afrique sub-Saharienne (ASS). Durant la dernière décennie, de réels progrès ont été accomplis dans de nombreux pays et à travers les sous-régions. Cependant, le défi demeure au sein de groupes très importants de population et ceci est de surcroît accentué par des reculs dus à la crise alimentaire récente.

I.1. L'aggravation de la sous-alimentation et de la faim

La FAO a récemment estimé le nombre des personnes souffrant de faim chronique (sous-alimentation) dans le monde entier à 923 millions en 2007) - soit une hausse de 75 millions par rapport à 2003-05^[1]. Toutes les régions du monde en voie

¹ Voir FAO 2008f « *L'état de la sécurité alimentaire dans le monde. Prix de denrées alimentaires et sécurité élevés de nourriture - menaces et occasions* », La FAO, Rome, 2008, 56p.

de développement ont été affectées par cette augmentation avec les plus grands contingents additionnels en Asie (41 millions) et en ASS (24 millions, presque un tiers de toute l'augmentation) (voir Tableau I.1). Ceci est surtout attribuable à la montée subite des céréales de base et des plantes oléagineuses à partir du début 2006. Ces prix ont continué à monter durant le premier trimestre de 2008 et sont toujours sur une tendance à la hausse dans beaucoup de pays de l'ASS. Par conséquent, dans beaucoup de parties du sous-continent, le nombre des personnes chroniquement sous-alimentées est susceptible d'avoir augmenté. À 236 millions, le nombre de personnes sous-alimentées en ASS en 2007 était supérieur de 67 millions à la période de référence de la réduction de la faim (1990-92) fixée par le Sommet Mondial pour l'Alimentation (SMA). Le recul a été plus accentué dans la période récente qui a vu les progrès réalisés à la fin du millénaire être complètement annihilés en ASS aussi bien qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. En ASS, entre 2003/05 et 2007, la sous-alimentation s'est accrue à un taux annuel triple de celui de la décennie précédente. Ceci montre l'ampleur du défi de réduction de moitié du nombre de sous-alimentés vers 2015, en particulier dans un environnement de prix élevés de denrées alimentaires et de grandes incertitudes quant aux perspectives mondiales.

La part de l'Afrique sub-saharienne dans la prévalence de la faim est très disproportionnée en comparaison au reste du monde. Avec seulement 11 pour cent de la population totale du monde, le sous-continent abrite cependant 25 pour cent du total de personnes sous-alimentées en 2003-05. À 18 pour cent en 2003-05, la proportion de personnes sous-alimentées sur le continent est bien au-dessus la moyenne du monde (13 pour cent) et 2 points au-dessus de la moyenne du monde en voie de développement. Marginal en Afrique du Nord - à moins de 5 pour cent, la prédominance de la faim est, en ASS (30 pour cent), presque le double de la moyenne du monde en voie de développement. De façon générale, peu de progrès a été accompli dans la réduction de la proportion de pauvres sur près de quinze ans. Il y a eu seulement 4 points de pourcentage de gain en 2003-05 sur le plateau de 34 pour cent qui avait prévalu depuis 1990-92.

Tableau I.1 Les tendances dans le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en voie de développement (en million), 1990-92 à 2007

Régions	1990-92 à 1995-97	1995-97 à 2003-05	2003-05 à 2007
Monde	-10.1	16.2	75.0
Monde en voie de développement	-12.4	21.8	75.0
Amérique latine et Caraïbes	-0.8	-6.6	4.4
Asie et Pacifique	-47.4	6.9	41.0
Chine	-34.3	-21.0	
Sud-est asiatique	-17.0	-1.7	
Asie du sud	2.3	28.8	
Inde	-6.7	30.6	
Afrique du Nord	0.3	0.3	
ASS	25.2	18.1	24.0

Source: FAO 2008f

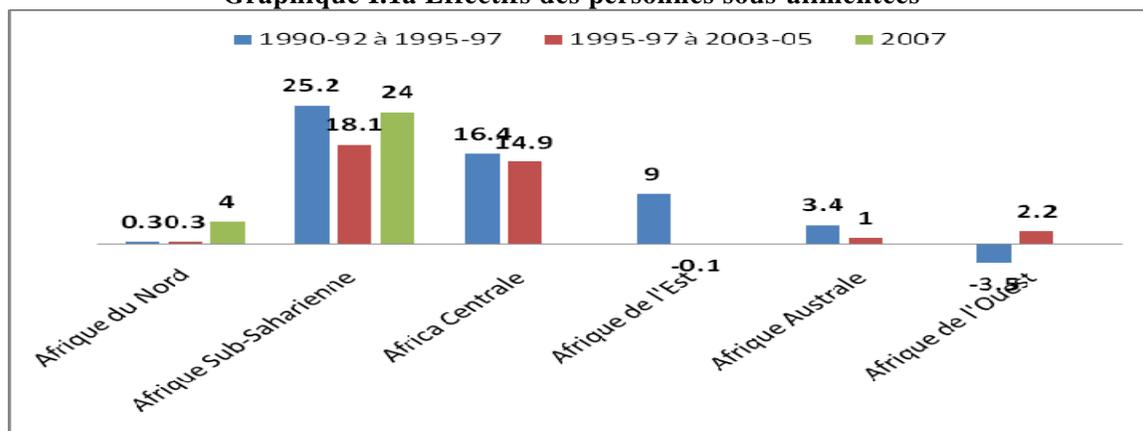
Il y a une forte concentration de la faim - en termes d'effectifs et de prévalence de la sous-alimentation, en Afrique centrale et orientale (Graphique I.1a). La République Démocratique du Congo (RDC) et l'Éthiopie accueillent 38 pour cent des personnes sous-alimentées de l'ASS, et 80 pour cent et 41 pour cent de leurs sous-régions respectives. Avec le Nigéria et la Tanzanie, ils concentrent presque la moitié du total du sous-continent. Tout progrès substantiel dans ces quatre pays aurait un impact important sur la recul de la faim, et donc sur l'allègement de la pauvreté dans tout le continent.

On observe les plus grandes et les plus rapides réductions de la proportion de la faim en Afrique de l'Est - à savoir en Éthiopie et en Tanzanie, suivie de la sous-région méridionale (Graphique I.1a). Mais ceci a été réalisé en partant des niveaux les plus élevés de prévalence (45 pour cent) durant les années 90. La prévalence y reste bien au-dessus de la moyenne de l'ASS (à plus de 50 pour cent) et a été uniformément plus de 2.5 fois supérieure à celle de l'Afrique de l'Ouest.

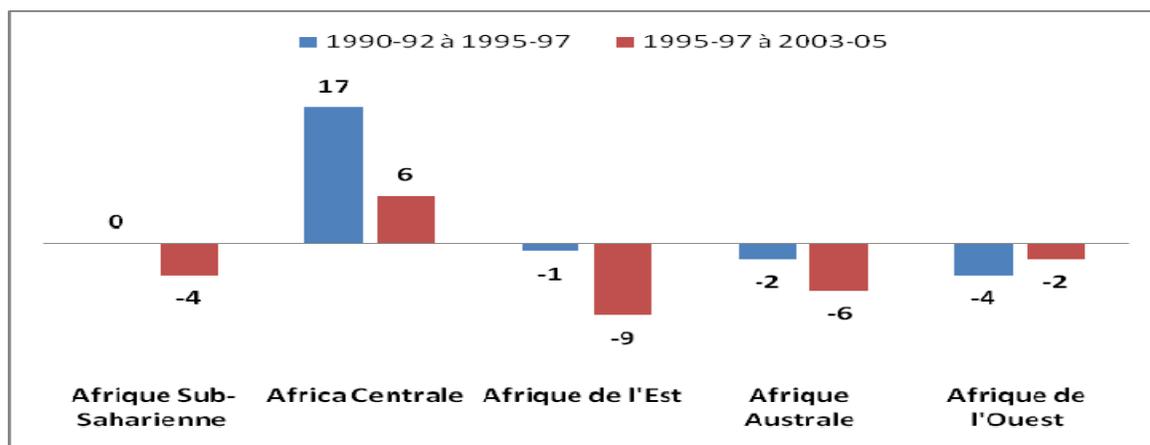
Graphique I.1 Tendances sous-régionales des effectifs et de la proportion de personnes sous-alimentées en Afrique, 1990-92 à 2007

(Source :FAO 2008)

Graphique I.1a Effectifs des personnes sous-alimentées



Graphique I.1b Proportion de personnes sous-alimentées



Les tendances les plus inquiétantes proviennent de l'Afrique centrale et de quelques pays en bute à/ou affectés par des conflits dans les sous-régions occidentale

(Libéria et Sierra Leone, Togo) et orientale (Burundi, Rwanda). Plus de la moitié de la population est affectée en Afrique centrale, dans une proportion qui est presque deux fois la moyenne de l'ASS en 2003-05, et contribuant, de ce fait, à quatre-vingt (80) pour cent à l'effectif additionnel de personnes sous-alimentées en ASS en 2003-05 par rapport à 1995-97. C'est d'ailleurs la seule sous-région où la prévalence de la sous-alimentation a été en hausse et en augmentation très rapide depuis le début des années 90 (60 pour cent entre 1990-92 et 2003-05). Ceci est surtout dû à la situation en Érythrée et au Burundi (68 pour cent et 63 pour cent de la proportion de sous-alimentées respectivement), et en RDC – quatrième pays le plus peuplé d'Afrique - où trois personnes sur quatre sont sous-alimentées en 2003-05. Ce pays a contribué pour moitié la prédominance de la faim en Afrique de l'Est en 2003-05. Celle-ci a doublé pendant les années 90 et a, ensuite, augmenté presque de moitié pendant la décennie suivante.

I.2. L'insécurité alimentaire en Afrique : schémas, tendances et causes majeures

I.2.1. Schémas et tendances des crises alimentaires

Le Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide sur l'Agriculture et l'Alimentation (SMIAR) de la FAO compile, annuellement, une liste de pays en situation de crise alimentaire. Ce sont des pays considérés comme ayant des «zones névralgiques de la faim» - zones où une proportion significative de la population est sévèrement affectée par la faim ou la sous-alimentation de manière récurrente en raison du manque des ressources requises pour traiter des problèmes critiques d'insécurité alimentaire. Ces problèmes sont classés par catégorie de la manière suivante:

- un déficit exceptionnel de la production/des disponibilité vivrières en raison de la faible productivité, des pertes de récolte, de catastrophes naturelles, d'interruption des importations, de rupture de distribution, de pertes excessive après récoltes, ou d'autre goulots d'étranglement dans l'approvisionnement;
- manque d'accès généralisé, où une part importante de la population est considérée comme incapable d'acheter sur les marchés, du fait de revenus très bas, des prix particulièrement élevés de denrées alimentaires, ou en raison de l'incapacité de circuler dans le pays; ou,
- grave insécurité alimentaire localisée due à l'afflux de réfugiés, à une forte concentration de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ou de la combinaison, en certains endroits, des secteurs avec des pertes de récolte et de l'extrême pauvreté (FAO/SMIAR 2008).

Sur une période de cinq ans (Décembre 2005-Avril 2009), seize pays - hors d'un échantillon de quarante-six peuvent être classifiés en situation de sécurité alimentaire – c.-à-d. qu'ils n'ont pas fait face à une crise alimentaire nécessitant une assistance extérieure. Ensemble, ils abritent 350 millions de personnes - soit quarante pour cent de la population totale du continent, à travers toute la sous-région septentrionale ainsi que dans cinq des quinze pays africains d'Afrique de l'Ouest. Cette proportion tombe à 29 pour cent si le Nigéria n'est pas considéré et est aussi basse que 10 pour cent sans le Nigéria et l'Afrique du Nord, dans des pays qui sont de petite taille – à population moyenne de 6.5 millions - tels que le Gabon en Afrique centrale, le Rwanda dans la partie orientale, le Botswana, l'île Maurice et la Namibie dans la partie méridionale.

Ainsi que rapporté par la FAO, durant la période 1993-2000, une moyenne de 15 pays d'ASS ont fait face à des crises alimentaires chaque année; ce nombre s'est élevé à environ 25 pays après 2001 (FAO 2008). À compter de 2005, avec un noyau d'environ vingt pays listés de manière constante et douze autres qui apparaissent occasionnellement, 60 à 70 pour cent des pays de la liste du SMIAR sont localisés en ASS. En ce qui concerne la distribution géographique, la plupart des zones névralgiques sont situées dans l'est (34 pour cent). Tous les pays de la sous-région - à l'exception du Rwanda ont recouru à l'aide extérieure. A l'ouest (30 pour cent des cas), deux pays sur trois apparaissent annuellement ou de façon occasionnelle (Graphique I.2a). Le dernier tiers se répartit entre l'Afrique australe et centrale.

De façon à travers l'ASS, les crises alimentaires sont surtout relatives à l'insécurité alimentaire localisée. Celles-ci sont relativement plus fréquentes (57 pour cent) que des crises associées à un manque d'accès généralisé (23 pour cent) ou à un déficit exceptionnel de production ou de disponibilités (20 pour cent). En Afrique centrale, presque toutes les crises alimentaires sont pour cause l'insécurité alimentaire localisée. Il en est de même de la plupart des crises en Afrique orientale (70 pour cent) et de moins de la moitié des cas en Afrique occidentale. Dans cette dernière sous-région, les problèmes d'accès représentent le type dominant (53 pour cent des cas) et très nettement au-dessus de la moyenne de l'ASS et plus de cinq fois celle de l'Afrique de l'Est. Il est d'importance négligeable en Afrique centrale et méridionale tandis que le déficit exceptionnel de la production/de disponibilités prévaut en Afrique australe (80 pour cent) et a une part significative dans la sous-région orientale (20 pour cent).

I.2.2. Causes principales des crises alimentaires

Les causes des crises alimentaires peuvent être regroupées sous deux grandes catégories d'aléas: naturel² ou induit par l'action humaine - c.-à-d. sociopolitique (par exemple. guerre ou lié à un conflit) ou des catastrophes qui peuvent résulter de facteurs internes : par exemple, de politiques économiques ou sociales, de conflits liés aux ressources naturelles ou d'une détérioration de l'état de santé publique - les maladies infectieuses et la pandémie du HIV/SIDA pouvant être les principaux facteurs en cause. Les facteurs externes peuvent inclure : la chute des recettes d'exportation d'un pays ou une forte hausse du prix des produits alimentaires importés de nourriture (comme c'est le cas depuis ces deux dernières années).

Le graphique I.2a montre les parts relatives des causes de désastres en ASS au cours de la période 2005-2009. Guerre et événements liés à des conflits prédominent (45 pour cent des cas) suivis des aléas météorologiques (38 pour cent) et des facteurs socio-économiques (26 pour cent). Dans plus de la moitié des cas où le facteur socio-économique et dans un tiers des cas où l'élément météorologique sont dominants, ils

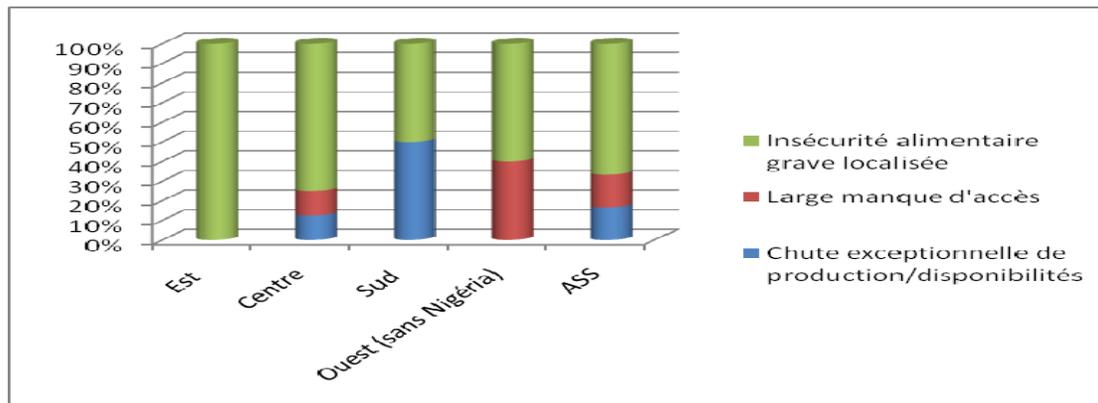
² Un aléa naturel est tout aléa écologique ou événement hydrométéorologique ou géologique pouvant être classé comme à «montée lente» (par exemple, sécheresse ou déficits pluviométriques prolongés) ou «démarrage soudain» comme des inondations, les cyclones tropicaux, tsunamis et vents forts, les températures extrêmes, les feux de forêt, les tempêtes de sable ou de poussière, les glissements de terrain. Un exemple d'aléa écologique peut être représenté, par exemple, par des essaims de sauterelles qui peuvent causer une infestation de la récolte et des pâturages compromettant, de ce fait, la productivité de l'agriculture et de l'élevage. Moins fréquents et d'impact moindre sont les aléas géologiques tels que des tremblements de terre et des éruptions volcaniques.

sont associés à ce facteur sociopolitique. Il en est ainsi du fait que les conflits et le malaise social qui s'y rattache entraînent la destruction de capitaux, des déplacements de populations quoique le nombre absolu de telles crises ait diminué au cours de la période. En 2002, environ 6,3 millions de réfugiés, ou de personnes déplacées à l'intérieur d'un territoire avaient besoin d'aide dans la Corne de l'Afrique.

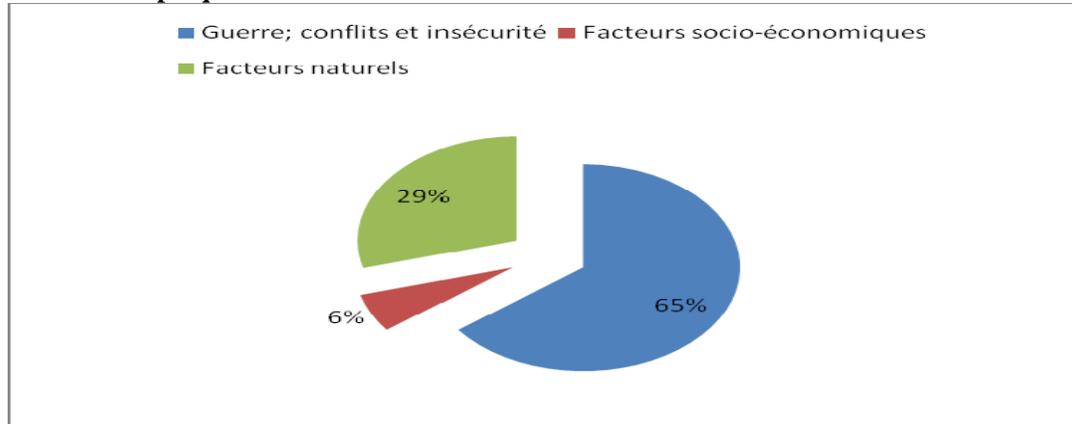
Graphique I.2 Nature et causes des crises alimentaires en Afrique sub-saharienne, 2005 – 2009

Source: Des données pour les deux Graphiques sont compilées de FAO/GIEWS *Perspectives de récolte et situation de nourriture, avril 2005 /2006/2007/2008*

Graphique I.2a Distribution des crises alimentaires par nature et à travers les sous-régions



Graphique I.1b Les causes naturelles et les causes liées à l'action humaine-



Contrairement à la tendance mondiale, la proportion de catastrophes naturelles a augmenté en ASS. Cela est surtout dû à l'augmentation sensible, au cours des dix dernières années, des catastrophes liées aux phénomènes météorologique, hydrologique ou de type climatique³. Le changement climatique se manifeste déjà par l'intensité, la fréquence

³ Au niveau global, les « données du SIMA indiquent que la part relative des catastrophes "à démarrage soudain" - particulièrement les inondations – a augmenté de 14 pour cent durant les années 80 à 20 pour cent dans les années 90' et à 27 pour cent depuis 2000. Dans le monde entier, l'occurrence d'inondations est passé d'environ 50 cas par an au milieu des années 80 à plus de 200 aujourd'hui. Réciproquement, il y a eu une diminution des crises alimentaires provoquées par des catastrophes naturelles du type "montée lente" (FAO 2008).

et la variabilité accrues des phénomènes aléatoires tels que les inondations et les sécheresses. De ce fait, il induira une compétition accrue pour l'eau, l'énergie et les ressources en terre entre l'agriculture, l'industrie et les établissements humains. D'après les projections, les rendements en riz baisseront de plus de 25 pour cent dans la plupart des pays les plus pauvres du monde. En conséquence, il pourrait y avoir 24 millions d'enfants sous-alimentés ou dénutris supplémentaires.

En se conjuguant aux effets des catastrophes naturelles, le fléau du HIV/SIDA a des impacts multidimensionnels sur la sécurité alimentaire, y compris de par ses effets dépressifs sur la production alimentaire, les revenus agricoles, et donc, menant à l'insécurité alimentaire (UNESA 2004⁴). Le HIV/SID a également quelques implications critiques de genre du fait que, dans la plupart des pays africains, les femmes contribuent à la majeure partie de la production alimentaire. À partir de 2006, il a été identifié comme la cause principale de l'insécurité localisée qui a régné dans beaucoup de régions de l'Afrique australe, à savoir au Malawi, au Lesotho et au Swaziland, ainsi dans quelques pays d'Afrique de l'Est. Ces pays doivent relever le défi colossal de devoir fournir la nourriture à un grand nombre de personnes infectées, dont les besoins spécifiques quotidiens de nourriture sont plus importants - particulièrement parmi les plus jeunes - que dans la population générale, alimentation qui est cruciale pour faciliter l'efficacité des traitements anti-rétroviraux.

Dans un contexte de flambée des prix des produits agricoles, de la nourriture et de l'énergie, d'un côté, et du changement climatique, de l'autre côté, cela représente un défi énorme pour la plupart des pays africains étant donné la faiblesse de leur état de préparation et de leurs capacités réponse aux urgences et aux chocs économiques externes.

I.3. L'apport des principaux groupes d'aliments, l'apport énergétique et la diversification du régime alimentaire

Une combinaison spécifique de zones climatiques/agro-écologiques et d'habitudes diététiques/consommation dans chaque pays y a créé un type dominant de récolte ou de nourriture. Les trois groupes principaux alimentaires en termes d'apport pour la consommation humaine sont les céréales, les tubercules et féculents ; les légumes et les fruits (voir le tableau I.2). Les principales céréales sont le maïs, le riz, le sorgho et le blé. L'Afrique du Nord est le principal consommateur de blé (33 pour cent du total), l'Afrique australe du maïs (32 %). L'Afrique occidentale est le premier consommateur de riz (49 %) et de sorgho (50 %), dont l'Afrique du Nord est le prochain grand consommateur. Manioc et ignames sont les principaux tubercules et féculents. L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est en sont les principaux consommateurs à 93 et 46 pour cent respectivement. Fruits et légumes sont surtout consommés – et ce en grande quantité – en Afrique du Nord. La disponibilité de cette source importante de micronutriments a été sensiblement améliorée en Afrique centrale et occidentale. Elle a quasiment stagné en Afrique australe et régressé dans la partie orientale. L'approvisionnement par habitant autant en lait et oeufs – sources importantes de protéines et de micronutriments – qu'en viande/abats est très faible dans toutes les régions à l'exception de l'Afrique du Nord. La consommation de poissons de mer est la plus haute en Afrique occidentale (36 %), alors que l'Afrique de l'Est est le principal consommateur de poissons d'eau douce (44 %).

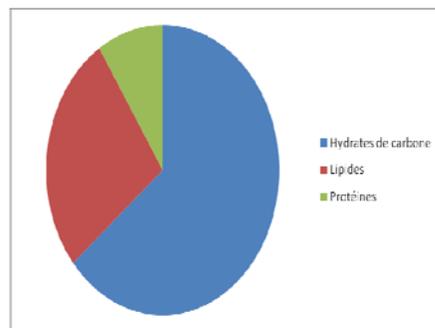
⁴ UNESA (2004): Impact du SIDA

L'approvisionnement en céréales a presque stagné sur une décennie dans toutes les sous-régions sauf en Afrique centrale où il a augmenté de 6.7 pour cent l'an depuis le début des années 90', aux dépens surtout des tubercules et féculents, et, dans une moindre mesure, des oléagineux et des graisses végétales. Sa part y est, toutefois, la plus basse de toutes les sous-régions. Les tubercules et féculents ont diminué également en Afrique orientale dans les mêmes proportions que les oléagineux et les graisses végétales. Dans les trois autres sous-régions, l'apport quotidien en ces groupes alimentaires a considérablement augmenté ; il a presque doublé tous les 2 ans en Afrique du Nord. Quant aux produits animaux, leur apport s'est accru de façon substantielle, – notamment pour ce qui est du lait et des œufs, dans toutes les sous-régions sauf en Afrique australe et, dans une moindre mesure, dans la partie occidentale. En 2003-05, ce groupe alimentaire a regagné, dans les trois autres sous-régions, les pertes encourues entre 1990-92 et 1995-97.

Tableau I.2 L'apport en groupes alimentaires principaux						
Tableau I.2a L'apport par tête (g/per/jour), 2003-05						
Principaux groupes d'aliments	Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique Centrale	Afrique Australe	Afrique de l'Est	
Céréales	595	373	237	360	263	
Racines/féculents	101	317	517	262	352	
Oléagineux et graisses	20	18	28	16	18	
Produits animaux	56	27	28	34	31	
Fruits et légumes	336	105	155	91	146	
Autre (incl. d'autres produits végétaux)	28	24	30	38	40	
Tableau I.2.b Accroissement annuel moyen, 1990-92 à 2003-05						
Céréales	-0.01	-0.02	6.7	1.1	6.6	
Racines/féculents	13.6	6.0	-0.04	7.9	-0.04	
Oléagineux et graisses	1.6	7.8	-0.01	2.4	-0.05	
Produits animaux	7.5	1.8	6.3	-0.003	3.4	
Fruits et légumes	1.2	3.2	2.5	0.6	-0.08	
Autre (incl. d'autres produits végétaux)	0.1	4.5	1.3	5.1	-0.15	

Source : Annuaire statistique 2007-08 de la FAO

Le graphique I.3 montre la part des différents macronutriments dans l'apport calorique quotidien. À 70% en moyenne à travers la région, la part de l'hydrate de carbone est dans la gamme recommandée par l'OMS dans 34 pays. Elle est même supérieure dans 10 d'entre eux. La contribution des sources de protéine (10%) est conforme aux recommandations (10-15%). Cependant, elle est plutôt basse dans 24 pays, particulièrement en Afrique occidentale (10 sur 14 pays) ainsi que dans 9 pays d'Afrique centrale ou australe. La part des lipides (19.5%) est dans la marge recommandée (15-30%).

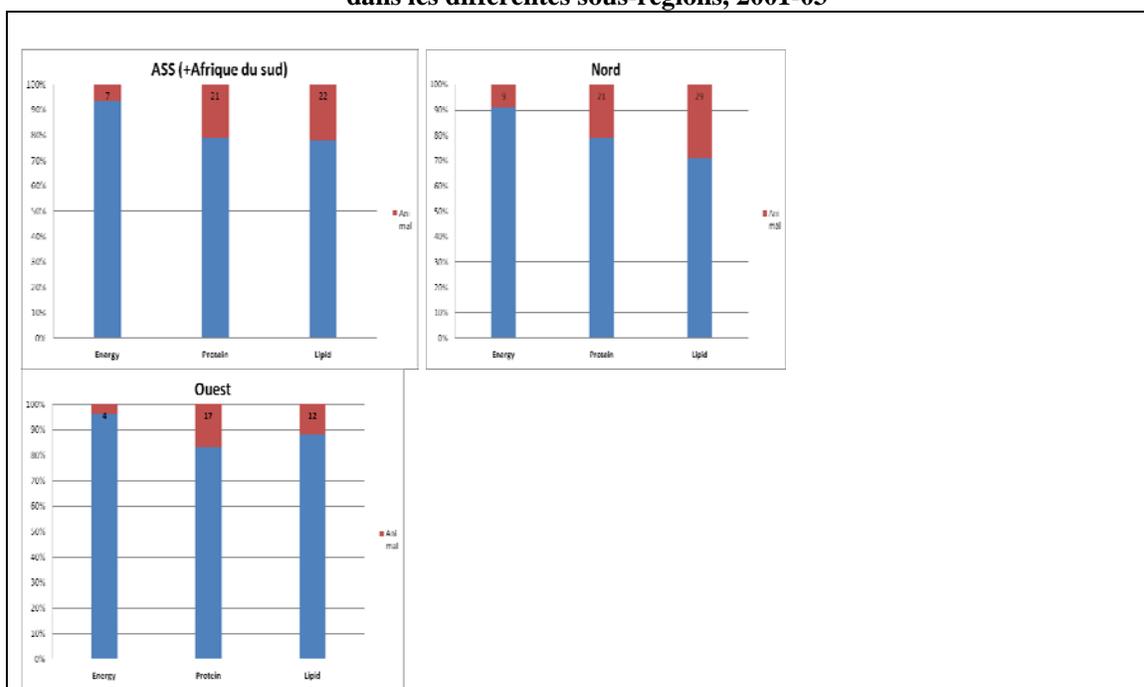


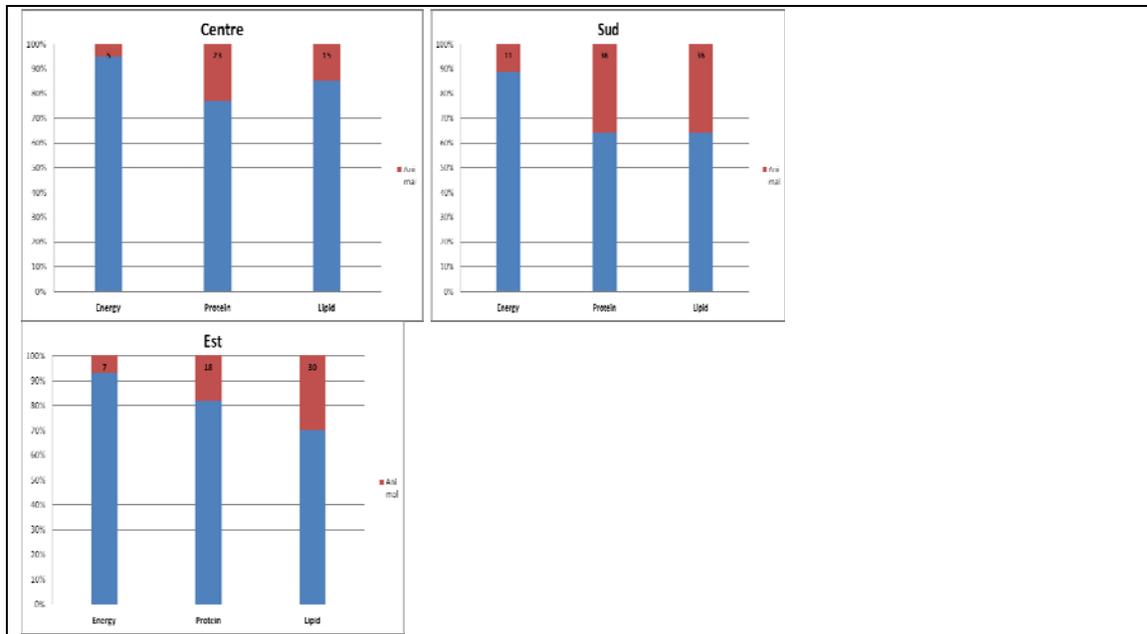
Mais elle est nettement en deçà dans 10 pays au Sud et à l'Est et, même au Ghana, tandis que la Gambie et la République centrafricaine sont au maximum de la fourchette recommandée. En résumé, sous-tendant les tendances de la sous-

alimentation et la faim passées en revue dans les sections précédentes, l'approvisionnement en énergie alimentaire s'est accru seulement en Afrique du Nord et dans très peu de pays d'ASS. Partout ailleurs, les rares augmentations constatées n'ont pas été suffisantes pour satisfaire les besoins quotidiens en énergie quand elles n'ont pas plutôt régressé.

Le graphique I.4 montre les variations dans la distribution des sources végétale *versus* animale en énergie, protéine et lipide. En moyenne, les apports alimentaires sont principalement d'origine végétale, à savoir des céréales. Ceci est reflété dans la part élevée de l'énergie (93 % en ASS, 91% dans le Nord), de la protéine (79% dans les deux sous-ensembles) et des produits lipidiques (78% en ASS). À l'exception de l'Afrique du Nord, les faibles apports de source animale ont comme conséquence la prise limitée des micronutriments tels que le fer et le calcium. C'est en particulier le cas à l'Ouest et au Central. En Afrique de l'Est, les produits animaux contribuent à 30% à l'approvisionnement en lipides, ce qui est toutefois inférieur au leader dans ce domaine, à savoir l'Afrique australe.

Graphique I.4 Origine des approvisionnements en énergie, en protéine et en lipide dans les différentes sous-régions, 2001-03





Source: Annuaire statistique 2007-08 de la FAO

Ces variations régionales des régimes alimentaires sont une illustration typique des rapports entre le revenu et la consommation alimentaire - plus élevé est le niveau de revenu par habitant et plus important est l'apport des produits animaux, des oléagineux, du sucre et des fruits et légumes en tant que substituts aux féculents. Les régimes alimentaires dans les pays de faible revenu sont en général pauvres en matières grasses, et en fruits et légumes. Ces nourritures sont habituellement les plus chers, mais elles sont également les sources les plus concentrées de beaucoup d'aliments essentiels⁵. Précisément, la hausse globale récente des prix a la plupart du temps affecté ces types produits et les aliments de base que sont les - céréales. C'est l'un des facteurs principaux de l'accroissement de la sous-alimentation et de la malnutrition et, en conséquence, de l'extension de la pauvreté en ASS ainsi que de régressions probables dans le Septentrion du continent.

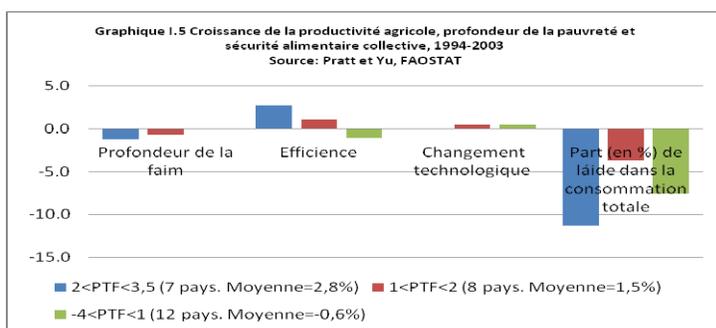
II.4. La croissance économique et les performances en matière de productivité agricole

S'attaquer aux défis d'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région exige, d'abord et avant tout, des augmentations fortes et soutenues d'une production diversifiée d'aliments ainsi que de la productivité agricole. De ce point de vue, les bonnes nouvelles sont que, après près de 20 ans de régression, le continent est passé par sa plus longue période (1994-2005) de croissance soutenue de revenu par habitant. En outre, il y a eu une augmentation régulière de la production Ce processus qui a commencé vers la fin années 90' a connu une accélération pendant la dernière décennie pour atteindre des taux de croissance moyens de 6 pour cent par an pour le PIB et 4 à 5 pour cent pour l'agriculture. L'évidence collectée par la FAO montre

⁵ Ainsi que noté par la FAO « les produits carnés et laitiers sont riches en protéines et micronutriments de haute qualité, tels que le fer, le zinc et la vitamine A. Fruits et les légumes contiennent précurseurs de la vitamine A. Les oléagineux sont riches en énergie alimentaire. Ainsi, les pauvres dans les en développement souffrent habituellement d'une façon disproportionnée de la malnutrition en partie parce que les régimes diversifiés et nutritionnellement bien-équilibrés sont d'un coût exorbitant » (FAO 2008)

une corrélation positive entre la croissance de l'agriculture et les niveaux de performance relativement à la cible OMD-1:

- Une croissance régulière et relativement rapide - caractérisée par des gains de valeur ajoutée agricole, de la production alimentaire, production et rendements des céréales, dans les 14 pays africains en voie d'atteindre la cible MDG-1 ; et, inversement
- Une chute brusque de la production alimentaire et des niveaux inférieurs de valeur ajoutée agricole (à hauteur d'¼ du taux de l'ancien groupe) dans les 14 pays africains qui soit n'ont pas réduit la prédominance de la sous-alimentation ou l'ont vu augmenter depuis 1990-92⁶.



À la différence des années précédentes, la croissance de l'agriculture a été accompagnée avec une croissance forte des niveaux globaux de productivité dans le secteur. Entre 1994 et 2003, haute productivité agricole globale et réduction très significative de la profondeur de la faim - une mesure de l'intensité

de la privation de nourriture - sont allés de pair (Graphique I.5). Plus la croissance annuelle de la Productivité Totale des Facteurs (PTF) – ainsi que réévaluée récemment par IFPRI est élevée⁷, plus la faim a été contenue et supérieure est la sécurité alimentaire collective telle que l'on peut la mesurer par la part de l'aide alimentaire dans la consommation totale.

La croissance est plus attribuable aux gains en efficacité qu'au changement technologique – lequel est le plus important facteur en Afrique australe. L'efficacité accrue et la croissance accélérée de la production en ASS ont résulté de la croissance différentielle entre les sous-secteurs. Pendant la période de la croissance accélérée, les sous-secteurs les plus dynamiques ont été les plantes oléagineuses, les racines et tubercules, d'autres céréales, des légumineuses, ainsi que le lait. La viande de poulet et d'autres récoltes (des noix et d'autres fruits) montrent également des taux de croissance élevés ces dernières années. Ont décliné, le bœuf, les fruits tropicaux, et les cultures traditionnelles d'exportation. Le cas du maïs est le plus frappant: à l'exception du Nigéria, où sa production augmente de 3,5 pour cent par an en 1984-1993, ses taux de croissance ont chuté à seulement 0,9 pour cent par an dans les années 90 en moyenne en ASS. Ce ralentissement dans la production de maïs a ramené sa part dans le produit total en 2003 pratiquement aux niveaux constatés en 1984. Ceci a été reflété dans la stagnation de l'approvisionnement en céréales dans toutes les régions sauf en Afrique centrale où il est, néanmoins, le plus bas. Cela apparaît également dans l'apport accru des produits animaux pour compenser les pertes des protéines et des lipides autrement fournies par le maïs.

⁶ Il est remarquable que les « pays qui ont le mieux réussi incluent plusieurs qui ont émergé de décennies de guerre civile et de conflits, offrant une évidence saisissante de l'importance de la paix et de la stabilité politique pour la réduction de faim » (la FAO 2008).

⁷ Voir Pratt, A., N., and Bingxin Yu, 2008, "An Updated look at the Recovery of Agricultural Productivity in Sub-Saharan Africa", IFPRI Discussion Paper 00787, August 2008, 57p

Quelques pays contribuent à 70 pour cent à la croissance totale du produit agricole en: 1) racines et tubercules au Nigéria, au Ghana, au Malawi, et en Mozambique ; 2) plantes oléagineuses en Éthiopie, au Soudan, et au Ghana ; 3) d'autres céréales en Éthiopie et au Nigéria ; 3) fruits tropicaux au Nigéria, au Ghana, et au Kenya ; 4) légumes seulement au Nigéria et au Cameroun. À la production de riz - un phénomène occidental de l'Afrique, les principaux contributeurs sont le Mali, Côte d'Ivoire, la Guinée, et le Nigéria. Les montagnes de l'Afrique de l'Est et du Soudan ont contribué la plupart du temps avec du boeuf et la production laitière ; Le Nigéria et le Soudan en viande de moutons et de chèvre.

Les pays les plus performants ont eu, en moyenne, une croissance similaire de la PTF et de une productivité accrue des facteurs travail et terre dû à une plus grande utilisation d'engrais par hectare et par travailleur. Il est probable que, dans ces pays, des accroissements de revenus des travailleurs agricoles ont permis d'améliorer les niveaux de vie des ruraux. Cependant, ainsi que le font remarquer Pratt et Yu, l'accélération de l'augmentation des rendements à la surface est nécessaire pour compenser la croissance de la population rurale et améliorer le niveau de revenu en milieu rural (*op. cit.* :27).

Le principal défi est de soutenir, accélérer et élargir ces résultats dans le moyen à plus long terme, et de l'accélérer pendant les décennies à venir dans le contexte courant de la hausse globale des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Cela est impératif si l'Afrique doit réaliser les changements désirés dans la réduction de la pauvreté, de la sous-alimentation et de la malnutrition dans le cadre des (OMD).

I.5. Pauvreté, habitudes de consommation et dépendance alimentaire à l'importation

I.5.1 La pauvreté urbaine en hausse: une menace à la sécurité alimentaire et une source de défis à la sûreté des aliments

Les tendances et schémas d'urbanisation en Afrique, les conditions de vie de la population urbaine ainsi que la nature des liens entre les zones urbaines et les zones rurales, ont de profondes implications pour la sécurité alimentaire aussi bien au plan local qu'à l'échelle d'un pays. Plus que dans de nombreux pays en développement, le déclin des terres agricoles disponibles, les inégalités dans la tenure foncières, la faible productivité agricole, la faible disponibilité et la productivité déclinante des emplois non agricoles⁸ ont été les moteurs des migrations rurales-urbaines. Une illustration en est le taux élevé d'urbanisation qui a eu lieu en Afrique subsaharienne au cours des années 80 et 90, un temps de faible voire de croissance économique et agricole nulle. (CNUCED, 2006).

Avec seulement 38.7 pour cent de sa population résidant dans les villes en 2007, l'Afrique est la région la moins urbanisée du monde, mais les pays d'ASS ont des taux les plus élevés de croissance urbaine et les plus hauts niveaux de pauvreté urbaine dans le monde. Le Nord et le Sud ont les niveaux d'urbanisations les plus élevées du continent. L'Ouest et le Centre s'urbanisent au taux annuel de 4 pour cent. L'Est est la sous-région la moins urbanisée dans le monde, mais le temps doublement des populations urbaines y est le plus courte au

⁸ Selon la CNUCED, la productivité rurale non-agricole dans les PMA a décliné de 9 pourcent entre 1980-83 et 2000-2003. La productivité du travail agricole au début de cette décade a été moindre que durant les deux décades précédentes dans un tiers des 50 pays les plus pauvres du monde (UNCTAD, *The Least Developed Countries Report : Developing Productive Capacity*, 2006).

monde – celles-ci devraient passer de 50.6 millions en 2007 à 106.7 millions en 2017 (UN Habitat 2008).

En termes absolus, la pauvreté rurale reste supérieure à la pauvreté urbaine, mais la pauvreté urbaine se développe à un rythme plus rapide. Un rapport récent de la Banque mondiale et du FMI montre que, dans 90 pays en développement, la croissance de la pauvreté urbaine a été supérieure de 30 pour cent à celle la pauvreté rurale au cours des années 1993 à 2000. Par conséquent, il y a eu 50 millions de personnes pauvres en plus dans les zones urbaines (ceux qui vivent avec moins de 1 \$ par jour) dans un délai de 7 ans seulement⁹.

L'augmentation de la pauvreté urbaine est une menace pour la sécurité alimentaire pour deux raisons : tout d'abord, elle dérive de niveaux beaucoup plus élevés d'inégalité au sein de la population urbaine que dans le milieu rural, compromettant dès lors la sécurité alimentaire de segments accrus de citoyens ; Deuxièmement, elle restreint la taille des marchés intérieurs de l'agro-alimentaire, affectant par conséquent, de manière négative les gains de revenus des agriculteurs. A la différence des zones rurales, les problèmes d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines ne sont pas liés à un manque de nourriture disponible mais plutôt à une insuffisance de pouvoir d'achat. Les fortes inégalités de revenus dans les zones urbaines sont la principale raison pour laquelle plus de la moitié de la population urbaine est sous le seuil de pauvreté dans des pays d'ASS tels que l'Angola, Tchad, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, Sierra Leone et la Zambie.

Le coût de la vie est beaucoup plus élevé en milieu urbain que dans les zones rurales et le différentiel urbain-rural s'est creusé à la suite de l'adoption des politiques d'ajustement structurel dans les années 1980¹⁰. Un vide a été créé par le retrait des gouvernements de la fourniture de services de base aux consommateurs, la limitation, si ce n'est le gel, des recrutements par la Fonction Publique. A défaut d'une substitution des opérateurs privés formels au secteur public, le secteur informel de services s'est rapidement étendu, mais en offrant des bas salaires dans un contexte de sous-emploi généralisé.

Un autre problème auquel sont confrontés les citoyens pauvres est les conditions de vie malsaines qui sont étroitement liées à la sécurité et la sûreté alimentaires¹¹. L'accès inadéquat à l'eau et à l'assainissement de base, combiné à de fortes densités, expose les habitants de bidonvilles urbains à un risque élevé pour la santé, y compris les intoxications alimentaires. Le niveau général de la sécurité alimentaire a tendance à être compromis en raison de la faiblesse des normes, du manque de contrôles stricts et de systèmes de certification. De fréquentes contaminations par des métaux lourds issus du jardinage urbain, industriel ou des activités minières est commune. Les aliments sont plus susceptibles d'être altérés avec des produits chimiques toxiques (engrais et pesticides) et des additifs alimentaires. Les enfants sont touchés de manière disproportionnée par rapport aux adultes, en particulier dans les habitats précaires.

⁹ Voir Ravallion, Martin, 2007 *Urban Poverty*, in *Finance and Development*, IMF, September 2007.

¹⁰ United Nations Economic and Social Council, *Urban Poverty and the Working Poor*, September 2007, New York, NY.

¹¹ Pour une analyse détaillée, voir World Health Organization, Regional Office for Africa *The global food crisis: Implications for the Health of People in the Africa in the Africa Region*, An information note from the ZHO Regional Office for Africa, August 2008, Brazzaville, Congo; et U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service, *Food Security Assessment, 2008-2009*, GFA-09, June 2009 (http://www.usaid.gov/our_work/humanitarianassistance/foodcrisisdocuments/052209.sr1.pdf (September, 30, 2009))

Les risques de sécurité des denrées alimentaires rencontrés par les citoyens pauvres dans les pays en développement découlent également de la mauvaise manipulation et du conditionnement aléatoire, en particulier des aliments rudes – qui sont plus abordables aux consommateurs et dont la production est également plus accessible (micro-entreprises exigeant des immobilisations limitées). Principale source de revenu – estimé, par exemple, à 100 millions de dollars chaque année à Accra - et de nourriture, en particulier pour les pauvres, la production et la distribution de ce secteur sont également une source potentielle de maladies d'origine alimentaire.

En Afrique, les populations urbaines peuvent utiliser jusqu'à 60 pour cent (près de 100 pour cent pour les plus pauvres) de leur revenu en achats d'aliments, entraînant ainsi l'expansion du marché. Mais, du fait des mutations dans le régime alimentaire de la couche la plus riche de la population urbaine et des coûts relativement plus bas des importations d'aliments issus du riz et du blé, la demande alimentaire urbaine est largement déconnectée de la chaîne d'approvisionnement alimentaire traditionnelle – c'est-à-dire de la plupart de l'agriculture locale.

Selon la CNUCED (*Les Pays Les Moins Avancés Rapport 2006*), l'expérience des économies en développement à croissance haute et forte montre "un schéma dans lequel il y a un cercle vertueux dans lequel un stimulant de la demande à partir de la croissance agricole induit, dans le secteur informel, des investissements, l'esprit d'entreprise et l'emploi dans les activités non agricoles, en particulier non-échangeables". Dans la plupart des pays d'Afrique, cela ne s'est pas produit. En outre, les importations de produits alimentaires ont supplanté les produits locaux et entraîné, par conséquent, un ralentissement de croissance agricole. Productivité du travail agricole et non agricole déclinante, infrastructure de support faible pour la production et la distribution, ainsi que des habitudes de consommation orientées vers l'extérieur, telles sont les principales causes de la rupture de liens intersectoriels positifs entre l'agriculture et le reste de l'économie. C'est le principal facteur sous-jacent au haut niveau de dépendance d'importation alimentaire, une caractéristique majeure de la vulnérabilité des PMA.

1.5.2 La dépendance alimentaire à l'importation

Depuis le début des années 1990, les pays d'Afrique et en particulier les PMA, ont été exposés à des poussées d'importation accrues – en termes de nombres et de fréquence¹². Cette tendance s'est accélérée en 2000–2003, période durant laquelle les pays d'Afrique se sont mués en importateurs nets de denrées alimentaires après avoir bénéficié d'excédents élevés durant les années 1980' (CNUCED, 2006). Cette période d'expansion du commerce mondial a été celle d'une ouverture plus large du marché de l'alimentation du continent : sa part des exportations mondiales est restée relativement stable à environ 3 pour cent alors que, du côté des importations, elle a augmenté de 4 à 5 pour cent.

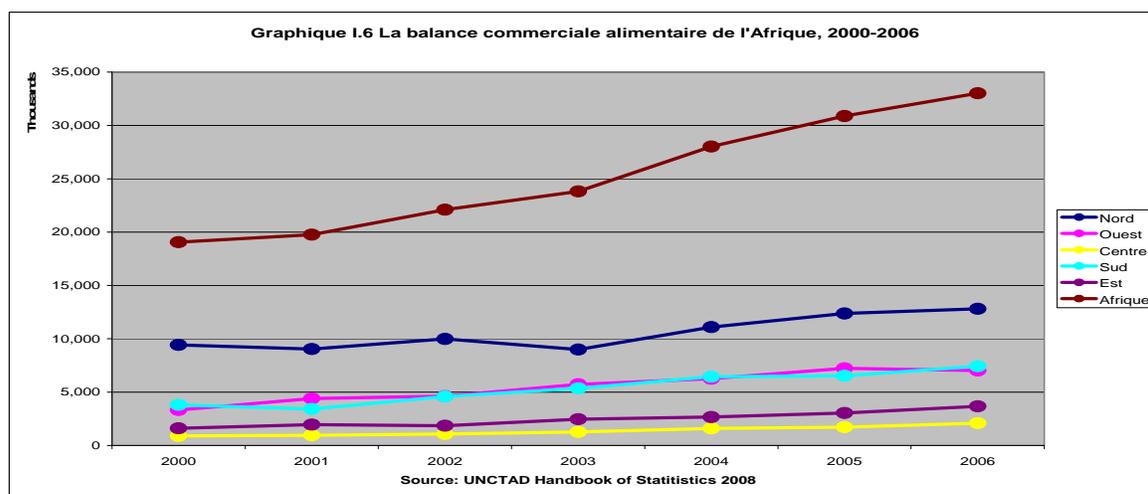
¹² Une poussée d'importation ("price surge") est définie par la FAO comme une déviation positive de 20 pourcent d'une moyenne mobile quinquennale pour chaque denrée/pays. Voir FAO (2002), [Some trade policy issues relating to trends in agricultural imports in the context of food security](ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j5425e00.pdf), CCP 03/10, Rome <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j5425e00.pdf>

Entre 40 et 60 pourcent des poussées d'importation se sont produites durant les années 1990-2003 pour n'importe laquelle des denrées considérées – que ce soit le blé, le maïs, le riz, les principales viandes, les tomates, et le sucre. (UNCTAD, 2006 [The Least Developed Countries Report 2006](#)).

Les poussées d'importation furent causées par: 1) des niveaux élevés de subventions dans les pays de l'OCDE; la libéralisation rapide et de grande envergure du commerce – y compris la dépréciation des taux de change domestique- dans de nombreux PMA, résultant en des importations de produits alimentaires accrues dans les pays où la production locale est non compétitive par rapport aux importations. Par conséquent, ces importations affectent la production nationale de produits agricoles transformés – telles que les viandes de volaille – et non transformés – comme le riz et les concentrés de tomates car les marchandises importées concernées sont produites localement ou sont des substituts. Toutefois, comme la CNUCED, «il est difficile de déterminer si la production est en baisse en raison d'une incapacité à concurrencer les importations meilleur marché, ou si les importations comblent un écart de la demande laissée par la chute de la production nationale"(op. cit.).

Chaque année, en moyenne au cours des années 2000-2005, la balance commerciale agricole du continent a été de 17,340 milliards de dollars d'exportations et de 24 milliards d'importations, conduisant à un déficit moyen de 6,600 milliards. Le graphique I.6 ci-dessous indique l'augmentation très rapide des importations de produits alimentaires de 20 milliards de dollars en 2001 à plus de 33 milliards – c'est-à-dire deux tiers du marché alimentaire - en 2006, année où le déficit a été près de 9 600 milliards, en augmentation de 45 pour cent sur l'année précédente.

Graphique I.6 La balance commerciale alimentaire de l'Afrique, 2000-2006



Les céréales et les préparations à base de céréales représentent 37 pour cent du total des produits alimentaires. La part globale des importations de céréales par les pays d'Afrique est environ 22 pour cent, tandis que sa part dans les exportations est d'environ 3 pour cent. La croissance des importations a été supérieure à la moyenne (2,1 pour cent par an) pour les céréales, oléagineux, viandes, boissons et produits alimentaires divers. La part des céréales était plus élevée en Afrique du Nord- 43-47 pour cent-que dans l'ASS - 9.5-11,5 pour cent. Les importations l'Afrique d'animaux vivants et de sucre ont constamment diminué depuis 1996-99 (FAO, octobre 2007).

Cette expression du commerce alimentaire en valeur marchande affiche 33 pays en déficit et 18 exportateurs nets de denrées alimentaires. Toutefois, la conversion en calories des produits aliments raconte une histoire différente du commerce des aliments. Des données récemment publiées par la FAO permettent, pour chaque pays dans le monde entier, de

calculer la part du commerce net de denrées alimentaires dans l'apport énergétique total. Exprimé en valeur nutritive, le commerce des aliments du continent s'affiche comme un facteur d'appauvrissement. Comme le montre le Graphique II.7 ci-dessous, au cours de la période 2003-2005, la consommation alimentaire totale a bénéficié très sensiblement des importations dans seulement 2 pays exportateurs nets de denrées alimentaires (Côte d'Ivoire et Malawi)¹³ et deux autres importateurs nets (Maurice et Swaziland). Cela en raison de l'extraversion des régimes alimentaires et d'un équilibre calorique plus favorable des denrées alimentaires négociées au niveau international.

Tous les autres (48) pays étaient en déficit – c'est-à-dire que la teneur calorique de leurs importations de produits alimentaires avait dépassé l'équivalent dans les exportations de produits alimentaires. La balance calorique du commerce des aliments était neutre ou considérablement en déficit (jusqu'à 25 pour cent) dans la moitié des pays d'Afrique, qu'ils soient exportateurs nets (13) ou importateurs nets de denrées alimentaires (12). Dans 13 autres – y compris les 2 exportateurs nets de denrées alimentaires (Maroc, Mauritanie et presque tous les pays à revenu faible ou intermédiaire),- le déficit dans le commerce alimentaire était aussi haut que 50 pour cent au moins. Dans les 7 autres pays, il était compris entre un quart et la moitié de la consommation alimentaire totale.

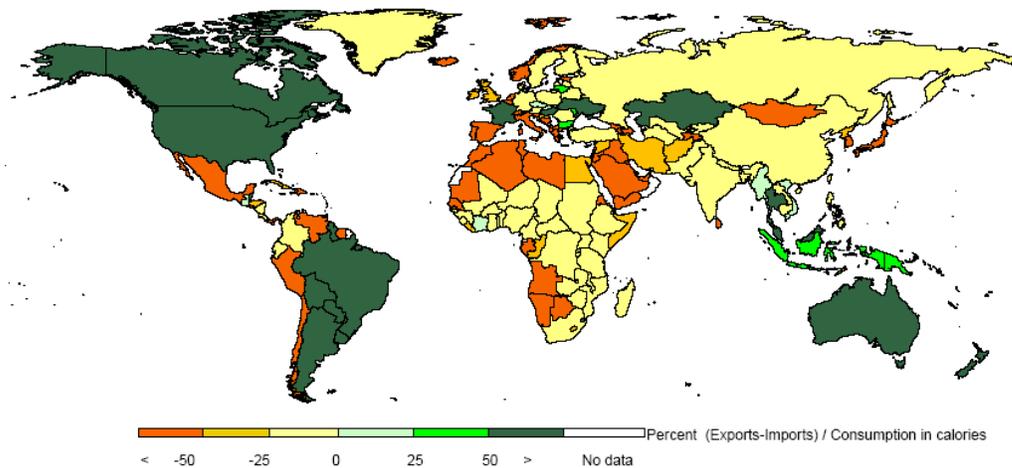
Carte 1 à la page suivante montre la concentration des pays les plus dépendants le long de la bordure septentrionale et des côtes occidentale et du Sud-ouest. Déconnectés de l'arrière-pays du continent en ce qui concerne le commerce alimentaire, ces pays aussi dépendants en matière alimentaire que des pays autrement plus riches et plus industrialisés comme le Mexique, le Chili et le Venezuela en Amérique latine ou les gros exportateurs de pétrole du Moyen-Orient ou du Golfe Arabe.

En raison d'une commercialisation accrue et de l'ouverture de leur marché alimentaire, les pays du Nord et de l'Afrique occidentale sont relativement plus exposés aux pics de prix globaux. Les pays les plus exposés à un choc de prix des produits de base sont les trente-deux (32) pays à faible revenu, dans lesquels les trois facteurs de vulnérabilité sont à un très haut niveau. Ils sont: a) à 100 pour cent des importateurs de pétrole brut et/ou de produits pétroliers raffinés; b) nets importateurs d'aliments – 50 pour cent des importations en grains consommés ; et près du tiers de leur population est sous-alimentée. D'autres sont presque autonomes ou relativement moins dépendants des importations. Une grande disponibilité de céréales secondaires réduit le recours aux importations à 22,3 pour cent de la consommation en Ethiopie et à un niveau aussi bas que 8 pour cent au Mali. La production locale de riz et de maïs maintiennent les importations à 15 à 16 pour cent à Madagascar et en Zambie respectivement. Mais, dans tous les cas, les consommateurs sont très exposés à une insuffisance de production en fonction de la pluviométrie. Surviennent une saison défavorable, qui limiterait également les possibilités d'exportation, qu'une hausse des prix des denrées alimentaires et énergétiques restreindrait également l'accès aux importations comme substituts au produit local.

¹³ Les positions nettes se réfèrent au commerce en valeur monétaire. Les pays ont été classés en fonction de la position de leur balance commerciale alimentaire sur la période 2004-2006.

Le Commerce Alimentaire Net en Afrique						
Catégories de consommation Alimentaire (en %)	-50 à moins	-25 à -50	0 à -25	0 à 25	25 à 50-	50 et plus
Importateurs nets	Algérie; Angola; Botswana; Cap Vert; Djibouti; Érythrée; Gabon; Gambie; Libye; Sao Tome et Principe; Sénégal; Seychelles; Tunisie; ;	Comores; Congo; Égypte; Lesotho; Liberia; Mozambique;	Bénin; Burkina Faso; Rep. Centrafricaine; Tchad; Rep. Dem. Du Congo; Guinée; Mali; Niger; Nigéria; Sierra Leone; Soudan; Togo;		Maurice;	Swaziland
Exportateurs nets	Mauritanie; Maroc;	Namibie;	Burundi; Cameroun; Éthiopie; Ghana; Guinée Bissau; Kenya; Madagascar; Rwanda; Afrique du Sud; Ouganda; Tanzanie; Zambie; Zimbabwe	Côte d'Ivoire; Malawi;		

Map 1: Commerce Alimentaire Net, 2003-05



Map 5 : year 2003-2005
Prepared by: FAO Statistics Division
Rome, 2009



I.6 La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire

Les principaux facteurs de vulnérabilité au niveau du ménage découlent, tout d'abord, de son statut--vis-à-vis du marché alimentaire, principalement en tant que vendeur/consommateur de denrées alimentaires et, deuxièmement, conformément à la part relative des dépenses de consommation alimentaire dans ses dépenses de consommation totale. Le tableau I 3 ci-dessous affiche le niveau élevé et la variation de la part des dépenses alimentaires à travers les pays et par milieu de résidence urbain/rural. Dans les pays à revenu intermédiaire, elle est aussi haute que 24 pour cent en moyenne et presque près de 40 pour cent en Namibie rural.

Pays	National	Rural	Urbain
Rwanda	71.7	80.2	50.9
Malawi ¹	65.5	55.2	65.5
Tanzanie, Rep. Unie de	65.4	67.0	60.2
Togo	63.7	73.1	56.0
Mozambique ²	54.5	71.8	38.8
Éthiopie	50.8	54.3	38.4
Burkina Faso ²	48.8	na	Na
Kenya	45.8	58.2	35.8
Lesotho	44.3	na	Na
Ouganda ²	44.0	49.0	32.0
Cap Vert	41.0	53.0	38.0
Maurice	38.1	na	Na
Niger	29.7	33.5	25.6
Afrique du Sud ²	25.0	na	Na
Namibie ²	24.3	38.7	15.7

1 = Capitale seulement

2 = Tabac inclus

(2000) = année de l'enquête. Source: FAOSTAT

En moyenne, elle était aussi élevée que 50 à 72 pour cent pour les ménages dans certains pays à faible revenu. Au Rwanda, la population rurale alloue à 80 pour cent de ses dépenses de consommation à l'alimentation alors que leurs homologues urbains y consacrent plus de la moitié, mais encore moins que les ménages urbains au Malawi (65), en Tanzanie (60) et au Togo (56). Il est intéressant de noter que dans les zones rurales du Malawi, la nourriture a un impact moindre sur les budgets des ménages.

Gagner ou perdre sur un marché de produits alimentaires dans un contexte de prix alimentaires élevés, dépendra de la mesure dans laquelle un ménage est un acheteur alimentaire net sur ce marché, c'est-à-dire que la valeur des aliments de base consommés est supérieure à la valeur de ceux qu'il produit. Selon des données de la FAO provenant de neuf pays en développement, près de trois-quarts des ménages ruraux et 97 pour cent des ménages urbains sont des acheteurs nets de denrées alimentaires. Au Malawi (2004), 93 pour cent d'entre eux sont dans une telle situation, (FAO 2008). Plus à risques sont la grande majorité des pauvres urbains et ménages ruraux (surtout sans terre et avec une femme comme chef de ménage) en fonction de leurs habitudes alimentaires, du poids de leurs achats en denrées de

base échangées sur le marché international (comme le blé, le riz et le maïs), des options de substitution vers des aliments moins onéreux, et enfin, de l'accès à des ressources utilisables pour la production et la vente – sur une base compétitive) de produits alimentaires.

II. LA FLAMBEE DES COURS MONDIAUX DES DENREES ALIMENTAIRES ET SON IMPACT EN AFRIQUE ¹⁴

II.1. Bref aperçu de la flambée des prix et son évolution récente

Comme indiqué au Graphique II.1, l'Index des Prix Alimentaires de la FAO (FFPI) a augmenté régulièrement à partir du dernier trimestre de 2006 pour atteindre, en juin 2008, le niveau record de 214 points – soit une augmentation de 85 %. Il a ensuite baissé pour se situer à 152 points en mai 2009.

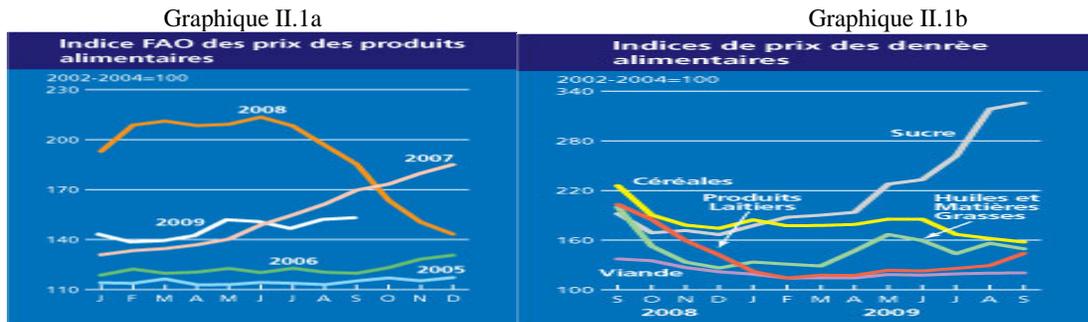
Les hausses de prix les plus prononcées ont porté sur les oléagineux et graisses ainsi que sur les céréales - une traduction de l'intégration accrue des marchés de ces produits résultant du développement des biocarburants à base de maïs ou de plantes oléagineuses aussi bien que des besoins en alimentation du bétail et de la volaille en plein essor face à la demande des marchés émergents d'Asie ¹⁵. Les augmentations de prix des céréales ont été bien inférieures à celles des produits énergétiques ; entre janvier 2005 et juin 2008, le prix du maïs presque triplé, ceux du riz et du blé de 170 et 127 pourcent respectivement¹⁶. Ils avaient plus que doublé de la fin de 2007 et tout au long de 2008. Les prix mondiaux des céréales ont diminué de 31 pourcent et de seulement 0.1 pourcent pour le riz entre janvier et mai 2009 par rapport à la même période de l'année 2008. Toutefois, les prix du riz sont toujours bien au-dessus de leurs prix internationaux de 2007.

¹⁴ La rédaction des sections ci-après s'est beaucoup appuyée sur ECA 2009, *The Food Price Surge and Its Impact on Africa*” paper prepared by Hamdou R. Wane and Taro Boel, for ECA *Economic Report on Africa 2009*.

¹⁵ De janvier 2005 à juillet 2008, le prix de l'huile de palme a augmenté de 200 pour cent, celui de l'huile de soja de 192 % et les prix des autres huiles végétales dans les mêmes ordres de grandeur. En comparaison, les prix des autres denrées alimentaires – sucre et de viande par exemple - ont augmenté de 30 à 50 pour cent (2008a FAO ; Mitchell, D, 2008; IMF index).

¹⁶ Voir Mitchell, D., 2008, “A Note on Rising Food Prices”, Policy Research Working Paper, 4682, The World Bank Development Prospects Group, July 2008, 20p

**Graphique II.1 Index FAO des prix des produits alimentaires (2008-2009)
et indices des prix des denrées alimentaires, 2002-2004 = 100**



La chute significative des prix internationaux dans la seconde moitié de 2008 ne s'est pas traduite par des prix sensiblement inférieurs, en particulier dans les pays en développement. A la mi-2008, la facture alimentaire globale, à l'importation, était encore de près de 23 pourcent supérieure à celle de 2007. Acheter de la nourriture sur le marché international a été une charge plus lourde pour l'ASS plus que pour n'importe quelle autre région : *"la sous-région a enduré la plus grande augmentation des coûts d'importation d'aliments – lorsque celle-ci est mesurée à partir du pic des prix de 2008 ... la chute prévue dans la facture globale cette année [en ASS]- de USD 28,4 milliards d'USD à 21.3 milliards, est parmi les plus faibles de tous les groupe géographique ou économique"* (FAO 2009). En revanche, en 2008, l'augmentation a été beaucoup moindre pour les pays développés et la baisse attendue de leurs factures en 2009 est disproportionnellement plus élevée. La transmission des augmentations des prix internationaux des produits de base au plan intérieur a été élevée dans la phase initiale. L'inverse n'a pas été évident au cours de la période ultérieure de chute des prix. En outre toutes les prévisions sont au maintien des prix alimentaires à des niveaux élevés dans la longue durée, principalement en raison de la demande continue de biocarburants et de facteurs structurels liés à la croissance de la population et du revenu dans les économies émergentes (OECD-FAO, 2009, USDA, 2009). Ce sont là des perspectives inquiétantes pour la sécurité alimentaire dans les pays d'Afrique qui sont, simultanément, confrontés à des pertes continues de part de marchés sur le plan international et à une dépréciation de la valeur de leurs exportations.

I.2. L'effet sur la balance commerciale alimentaire

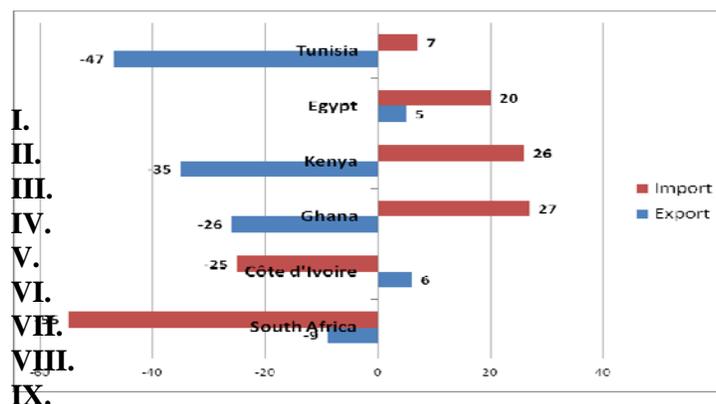
Des données récentes de *UN Comtrade Data* offrent une vue globale des flux commerciaux alimentaires d'un échantillon de 25 pays africains sur la période 2006-2008. Cela permet une évaluation préliminaire de l'impact de l'augmentation de prix et de ses variations. L'échantillon comprend huit des 10 premiers exportateurs et 6 des 10 premiers importateurs de la période 2000-2005. Pour un commerce alimentaire total de 43,270 milliards de dollars, dont 23,137 milliards d'importations – c'est-à-dire 66 pour cent des importations estimées de la région - il affiche un déficit de 3 milliards. Cependant, le déficit de la balance est en diminution de 2,723 milliards – c'est-à-dire de moins de 48 pour cent par rapport à 2007, lorsqu'il avait atteint son niveau le plus élevé – c'est-à-dire 3,878 milliards entre 2006 et 2007.

Parmi les pays exportateurs nets d'aliments (ENA), 6 ont considérablement amélioré leurs surplus, 3 ont enregistré un excédent toutefois en baisse - de moitié (Malawi), de 60 % (Zambie) ou 85 % (Seychelles). Six autres deviennent importateurs nets d'aliments (INA). Les cas les plus frappants sont Maurice - excédent de 90 millions en 2006 et déficit de 190

millions en 2008- et l'Éthiopie – déficit de 40 millions en 2008 contre des excédents de 215 millions et 339 millions au cours des années précédentes.

En 2008, le top-8 des exportateurs a réalisé 60 pour cent du commerce-alimentaire - 66 pour cent Nigeria y compris. Depuis l'année précédente, leurs exportations ont augmenté plus rapidement (de 39 pour cent) que la moyenne de l'échantillon (22 pour cent). Mais la contraction des importations de produits alimentaires a été plus importante (moins 10,5 pourcent) que pour l'ensemble de l'échantillon. Comme indiqué dans la Graphique II.2, seuls l'Égypte et la Côte d'Ivoire ont augmenté leurs exportations de produits alimentaires sur une plus longue période – 2006-08 comparativement à la moyenne de 2000-2006. Toutefois, le déficit commercial de l'Égypte est supérieur d'un demi-milliard de \$US à celui de la moyenne de l'échantillon. Les tendances les plus inquiétantes – en termes de réduction des exportations, sont observées en Tunisie (INA), et dans les pays chefs de file des ENA - Kenya, Ghana et Afrique du Sud.

Tableau II.2 Changements dans les exportations et les importations de quelques pays, 2006-08



III. LES REPONSES DE POLITIQUE – LES IMPLICATIONS MACROÉCONOMIQUES ET LES IMPACTS DE PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

III.1. L'architecture générale: du niveau-pays à l'arène internationale

III.1.1. Le Niveau pays

Pour réduire les prix à la consommation, presque tous les gouvernements ont essayé d'utiliser une combinaison de mesures de court terme basées sur les mécanismes du marché et de type législatif et administratif (commande et contrôle) visant à fournir des filets de sécurité à ceux les plus à risque d'insécurité alimentaire et à garantir un approvisionnement en nourriture adéquat. Dans un deuxième temps, l'objectif de sécurisation de l'offre domestique et, si possible, de production d'un surplus exportable s'est imposé à un nombre croissant de gouvernements. Ainsi l'ensemble des mesures ont inclus: i) la mise en marché de parts plus ou moins importantes du stock alimentaire de sécurité et les exemptions de taxes à l'importation, les exonérations d'impôts sur les équipements ou des restrictions à l'exportation; ii) la mise en œuvre de contrôles des prix, les subventions et transferts en espèces ou de nourriture pour maintenir les aliments à la portée de différents segments de la société ; iii) la régulation par la

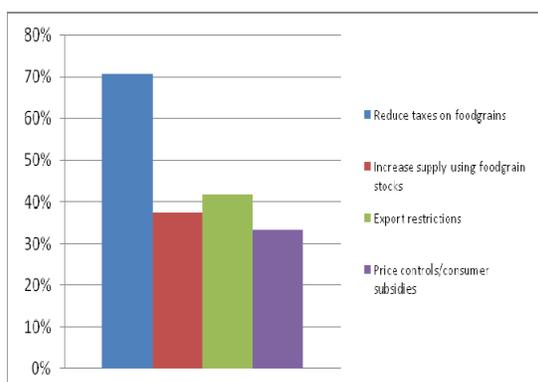
gestion des stocks; et, iv) la mise en œuvre de mesures de soutien à l'accroissement, sur le moyen/long terme de la production locale (FAO 2008a, FAO 2009) .

Libérer les stocks publics et subventionner la consommation ont été les mesures les plus communes. En Éthiopie, au Mali, au Sénégal et au Cameroun, des stocks publics ont été libérés et des subventions mises en place au profit de groupes-cibles précis. Une enquête sur les réponses de politique dans 24 pays a révélé que, en 2007 et au début 2008, sept sur dix pays ont réduit les taxes sur les céréales et environ le même proportion a appliqué des restrictions, à l'exportation et des contrôles de prix ou accordé des subventions aux consommateurs afin de tenter de maintenir les prix alimentaires domestiques au-dessous des prix mondiaux. Près de 40 pour cent des gouvernements ont pris des mesures pour accroître l'approvisionnement en tirant sur les stocks de céréales alimentaires. (Figure III.1). La mesure dans laquelle les prix sont influencés sur le marché libre dépend des capacités d'intervention des gouvernements'. Ainsi que démontré par la présentation de l'effet sur les balances commerciales, en raison de la pénurie de devises, de nombreux pays pauvres et à déficit vivrier ont réduit leurs importations et ont dû recourir à l'aide alimentaire ou à l'aide extérieure pour combler le fossé. Bon nombre d'entre eux ont du faire face à une succession de mauvaises récoltes, à des stocks publics limités et à une pénurie de réserves de change.

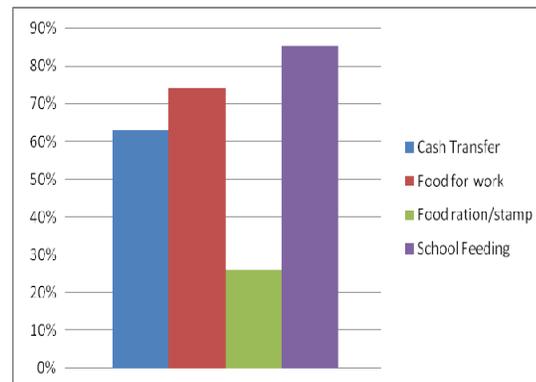
Aucune évaluation complète de l'impact, de l'efficacité et de la durabilité de ces politiques au plan régional ou sous-régional, n'encore été mené. Certaines des politiques macroéconomiques qui sont effectivement mises en œuvre pourraient ne pas réussir à contenir les prix pendant long temps. Tandis qu'elles exercent un lourd fardeau fiscal sur les gouvernements, elles pourraient aussi exacerber les disparités – par exemple, les mieux nantis peuvent bénéficier beaucoup plus de la réduction des tarifs à l'importation. Ce qui peut décourager les réactions des agriculteurs et annihiler les effets attendus des politiques de relance de la production domestique,

Figure III.1 l'action politique à prix des denrées alimentaires haute adresse

A. Les politiques de type macro-économique



B. Protection sociale



John Staatz et ses collègues ont récemment documenté les conséquences inattendues de ces politiques en Afrique de l'Ouest par un examen croisé des politiques de pays du Sahel et de l'Afrique occidentale autour du Nigéria et entre la côte et l'arrière-pays sahélien (Staatz 2008). Compte tenu de leur potentiel de production, ou de la taille de leur marché– tant en interne qu'aux niveau sous-régional, les mesures non-coordonnés peuvent également mettre en péril les efforts régionaux d'intégration des marchés, sont loin de tirer parti des

complémentarités agro-écologiques, ont tendance à affecter négativement les producteurs et partenaires commerciaux et peuvent augmenter les prix des produits de base locaux, en les mettant, par ailleurs, hors de portée de la majorité des consommateurs.

Les plus grands défis auxquels sont confrontées les politiques sociales existantes tournent autour de questions suivantes: 1) ciblage efficace pour s'assurer que les avantages atteignent les plus démunis; 2) niveau et durabilité du financement dans le contexte de pénurie de soutien des donateurs ; et, 3) mobilisation de ressources et allocation – c'est-à-dire l'alignement sur les politiques agricoles. Ceci est d'autant plus pertinent que l'autre axe principal de l'action est la *promotion de la petite exploitation agricole afin de réduire la pauvreté*.

III.1.2. Le niveau sous-régional

La question de la crise des prix alimentaires mondiaux est pertinente pour quatre des piliers du PDDAA. Il s'agit de : 1) Les ressources en terre et en eau; 2) L'infrastructure rurale et les capacités d'échange pour l'accès au marché; 3) Les chaînes d'approvisionnement alimentaire et les réponses aux crises alimentaires d'urgence ; et 4) La recherche agricole, la dissémination et l'adoption de la technologie. L'UA et le NEPAD ont lancé une initiative pour aider les pays à gérer la crise en accélérant les processus nationaux de table ronde. Cet exercice implique les principaux partenaires de l'UA.

L'objectif global est de développer un plan d'action national qui comprenne un appel du Gouvernement associé aux Nations Unies pour une assistance à court terme. Le plan est conçu à travers un processus consultatif avec toutes les parties prenantes et partenaires. Des projets de plans d'action plans et des feuilles de route pour le court, moyen et long termes ont été conçus. Dans le cadre de ce processus., des missions inter-Agences d'évaluation ont été menées. Parmi les dimensions incluses dans les plans d'action-pays, on peut noter : 1) une aide humanitaire : filets sociaux de sécurité 2) relance de la production agricole (à court terme menant à des solutions de plus long terme) ; 3) Stratégies de réponse aux hausses des prix alimentaires; 4) ajustements budgétaires pour aider les pays. Quatre pays ont été visés dans la phase pilote : Burkina Faso Mauritanie Mozambique, Madagascar. Les plans d'action pour ces pays ont été réalisés. Deux autres sont en cours : en Somalie et en Gambie.

III.1.3. L'Action et les engagements internationaux

Au début de la crise, l'organisation des Nations Unies a établi, le 29 avril 2008, un groupe de travail de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale (HLTF) sous la direction du Secrétaire général. Le but de la HLTF a été de concevoir un plan d'action pour résoudre la crise actuelle et de coordonner sa mise en œuvre. De leurs travaux, est issu le Cadre Détaillé pour l'Action (CDA-CFA) qui définit la position commune des membres sur la manière de: 1) répondre aux menaces actuelles et de saisir les opportunités résultant de hausses de prix des denrées alimentaires; 2) promouvoir le changement de stratégie pour éviter de futures crises; et 3) contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national, régional et global. Par la suite, une Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale a réuni des Chefs d'État, de gouvernements et des Représentants de 108 pays du 3 au 5 juin 2008 à Rome à la FAO. Les participants à la réunion ont adopté une déclaration commune sur les mesures pratiques à mettre en œuvre afin de faire face à la crise. Cette déclaration a suivi le CDA en recommandant deux types complémentaires d'approche de politiques : répondre

aux besoins immédiats des populations vulnérables et construire une résilience de plus longue durée.

À court terme, les objectifs sont d'améliorer l'accès à la nourriture, apporter un soutien à la nutrition et prendre des mesures immédiates pour augmenter les disponibilités alimentaires. Les objectifs peuvent être réalisés par le biais de quatre actions principales: 1) aide alimentaire d'urgence, les interventions de nutrition et l'amélioration ou l'accessibilité des filets de sécurité; 2) la relance de la production alimentaire familiale; 3) les ajustements de politiques commerciales et fiscales et 4) la gestion des conséquences macroéconomiques.

À long terme, l'objectif est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en s'attaquant aux facteurs sous-jacents de la crise alimentaire. Cet objectif peut être atteint par le biais des quatre séries d'actions suivantes: 1) l'expansion des systèmes de protection sociale; 2) une croissance durable de la production de la petite exploitation agricole alimentaire; 3) l'amélioration des marchés alimentaires internationaux et 4) l'atteinte d'un consensus au niveau international sur les biocarburants.

Afin d'atteindre les objectifs à court et long terme il est nécessaire de développer les systèmes d'information globale qui aideront à suivre et documenter les réussites et échecs.

Au 31 octobrest, 2008, la mobilisation des ressources par les organisations multilatérales bi et les organismes est la suivante:

- Nouveau pacte la Politique alimentaire mondiale (Banque mondiale) pour: \$ US 1,2 milliard pour répondre rapidement aux besoins immédiats. Il comprend \$ US de 200 millions d'aide pour les pays les plus pauvres. La Banque mondiale a également annoncé que le soutien global à l'agriculture sera augmenté de \$ US le 6 milliards en 2009.
- Le FMI a élaboré également un plan d'action avec quatre composantes: 1) fournir aux pays le soutien nécessaire à la conception de politiques macroéconomiques appropriées pour faire face aux chocs; 2) fournir des conseils et une assistance technique aux pays où la surtension sur les prix déstabilise les termes de l'échange, par le biais d'une aide ciblée aux catégories les plus pauvres; 3) fournir une assistance par le biais de prêts aux pays où pointe des poussées de prix affectent la balance des paiements et 4) travailler en collaboration avec d'autres organisations et les bailleurs de fonds pour aider les pays à gérer les effets négatifs de la crise.

Chacune de ces organisations souligne, dans sa proposition de plan d'action, l'importance de la coopération à la mise en œuvre de solutions globales à la crise alimentaire mondiale. Participants de la conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale (Rome, 3-5 juin 2008) ont particulièrement mis en exergue la nécessaire coopération dans des domaines tels que la recherche et développement, l'adoption, le transfert et la diffusion de technologies pour l'agriculture et l'alimentation. Ils ont également lancé un appel à la communauté internationale à poursuivre ses efforts vers la libéralisation des échanges de produits agricoles par le biais d'une réduction des obstacles tarifaires et des distorsions politiques.

III.2. Les implications de coûts au plan macroéconomique: Impacts sur les comptes courants et sur la balance des paiements

Des hausses de prix à l'importation pour les denrées alimentaires – et, de surcroît, pour l'énergie – peuvent entraîner une détérioration significative du déficit courant. Cela, à son tour, pourrait aggraver la tenue d'autres variables macroéconomiques telles que le taux de change, la position des réserves de changes ou de la dette du pays. Le FMI a *simulé* l'impact de la balance des paiements du carburant et du choc des prix alimentaires sur les pays d'Afrique, à faibles revenus et ceux à revenu intermédiaires (IMF 2008a & 2008b). L'*effet estimé d'une nouvelle augmentation des prix du pétrole et des aliments sur les réserves extérieures* est utilisé pour en mesurer l'impact. Pour les pays qui participent à une union monétaire et, par conséquent, bénéficient des mises en commun des réserves de change, l'effet sur le *ratio au PIB du déficit du compte courant* est plus parlant qu'un indicateur basé sur les réserves. C'est le cas des pays de la zone CFA franc (UEMOA et CEMAC).

L'augmentation des prix du pétrole affaiblirait gravement l'équilibre des paiements de 25 pays, y compris les 6 à revenu intermédiaire, par exemple, Botswana (-1.7 mois), Maroc et Afrique du Sud (-1.3). La hausse des prix alimentaires aurait un effet négatif grave pour 5 PMA : la RDC perdrait plus de 4 ans de réserves ; l'Érythrée et le Liberia, respectivement trois-quarts et presque deux tiers de leur position initiale. Les hausses combinées de prix prendrait un lourd tribut sur 24 pays – dont les 6 à revenu bas-intermédiaire. Au sein de ce dernier groupe, d'après ces simulations, le Maroc et l'Afrique du Sud et, marginalement, Tunisie pourraient compenser en partie le choc de prix du pétrole en tirant parti des opportunités d'exportation nourriture prix progressifs. Nous avons vu qu'il n'en a rien été, tout au mois en 2008.

Sept PMA pourraient être plus durement frappés avec une chute supérieure à 50 pourcent de leurs réserves internationales initiales : Érythrée, Éthiopie, Guinée, Libéria, Madagascar, Malawi, la RDC¹⁷. L'hypothèse qu'une hausse du prix du pétrole est censée avoir un plus grande effet sur la balance des paiements qu'une augmentation similaire des prix alimentaires semble valide, mais surtout au-delà d'un certain seuil de revenu richesse¹⁸. En effet, les 18 PMA qui sont confrontés à une réduction sévère dans la couverture de leurs importations, encourraient un impact plus fort de la hausse des prix alimentaires avec une perte moyenne de 0,7 mois de couverture relativement aux pertes subies du fait de l'augmentation du prix du pétrole – 0,4 mois en moyenne.

La balance des paiements de tous les huit pays producteurs de pétrole pourrait tirer avantage du choc pétrolier. L'impact prévisible (< 1 pourcentage) de la facture alimentaire serait très marginal sur les budgets du Gabon et de la Guinée équatoriale La Côte d'Ivoire tirerait également profit de la compétitivité de son secteur agro-industriel pour augmenter ses réserves de plus de 40 pourcent tandis que la Guinée-Bissau gagnerait plus d'une année – c'est-à-dire 111 pourcent – de couverture. De même pour les trois autres à faible revenu (Ouganda, en Éthiopie et Ghana) et l'un des pays à revenu intermédiaire (Maroc),

¹⁷ À Madagascar, le coût de la reconstruction en raison des cyclones survenus en 2007, est également un facteur. Zimbabwe doit compléter cette liste. Mais les estimations sont hautement incertaines dans son cas

¹⁸ Du fait que 'pour les PMA, les importations de pétrole sont 2½ fois supérieures à celles de produits alimentaires : Même pour les pays à revenu bas-intermédiaire, elles sont deux fois plus importantes. De ce fait, l'augmentation de prix du pétrole aurait une plus grande incidence sur la balance des paiements, en supposant des augmentations égales de prix égal et une neutralité du comportement ou de la réponse de politique "(FMI 2008b).

l'augmentation de prix du pétrole pourrait être compensée, dans des proportions variables, par les gains du secteur agro-alimentaire:

Parmi les dix pays étudiés par le FMI dans la zone-franc CFA¹⁹, Ce n'est qu'au Sénégal, que l'augmentation projetée de la facture alimentaire pourrait réduire – et ceci de 1 pourcent - le ratio au PIB du déficit de la balance du compte courant. Dans deux autres pays (Bénin et République centrafricaine), qui avaient déjà des ratios élevés (> 5 pour cent du PIB) et un autre avec un ratio initial modéré (< 5 pour cent), le ratio projeté serait inférieur au seuil de 1 pourcent. Deux autres pays qui avaient des ratios initiaux très élevés (> 10 pour cent) le Togo et le Niger – pourraient enregistrer des surplus à la marge de leur balance commerciale alimentaire grâce aux importations vers le Nigeria voisin pour le Niger par exemple.

II.3 La transmission des prix internationaux aux marchés domestiques des aliments: l'évolution des prix domestiques

Les principaux facteurs qui pourraient avoir une incidence sur l'étendue de la transmission ou la répercussion intégrale des hausses de prix internationaux sont: 1) les mouvements des taux de change entre les pays parties à l'échange; 2) les politiques – par exemple dans le domaine fiscal, les subventions – du pays importateur, qui peuvent amplifier ou atténuer la transmission; 3) l'étendue de l'intégration de l'économie nationale aux marchés internationaux des produits de base. Dans la détermination de l'inflation alimentaire locale, cela donnera des poids différents aux conditions d'approvisionnement interne pour des produits donnés²⁰ Comme indiqué par le FMI *"en de nombreux pays, une appréciation du taux nominal de change vis-à-vis du dollar américain au cours de l'année 2007 et des premiers mois de 2008, a fourni quelque répit face à des prix internationaux en hausse"* (IMF 2008c *loc. cit.*). Cependant, Il n'y a pas encore une évaluation complète de l'impact net du réel taux de change réel du dollar sur les prix des produits alimentaires importés selon les denrées et à travers les zones monétaires²¹.

Les faibles liens entre les communautés rurales et les villes protègent les premières des contrecoups de récessions économiques urbaines et globales tout autant qu'ils limitent les retombées d'une reprise économique. Une preuve éparsse émerge sur la faible réponse du secteur agricole à l'incitation offerte par la hausse des prix des produits de base. Une étude du Service économique du Département américain de l'agriculture conduite dans cinq pays d'ASS (Ghana, Kenya, Mozambique, le Sénégal et l'Ouganda) a révélé qu'une variété des facteurs a atténué une réponse par l'approvisionnement local aux hausses des prix. Ceux-ci comprennent l'augmentation du coût des intrants importés et de transport et de

¹⁹ Des quatorze pays de cette zone monétaire, deux sont de grands pays agricoles - Burkina Faso, Mali – et deux autres producteurs de pétrole – le Tchad et le Congo. Ils n'ont pas été inclus dans l'étude du FMI en raison de données manquantes sur le segment alimentaire.

²⁰ Voir FMI 2008. «Alimentaires et les prix de carburant — récents Développements, impact macroéconomique et politique de réponses, 30 juin 2008

²¹ Comme indiqué par Staatz et collègues qui analysent le cas du principal produit de base dans la plupart de l'Afrique de l'Ouest- le riz : d'une part, *"le déclin du dollar est responsable de la poussée des prix du riz qui sont libellés en dollars plus chers. D'autre part, les pays de la zone CFA seront en mesure de modérer l'impact de la hausse les prix dans une certaine mesure parce que leur monnaie est liée à un euro qui s'apprécie relativement au dollar "*. dans Staatz, J., Valerie Kelly, Niama Nango Dembele *"Potential Food Security Impacts of Rising Commodity Prices in the Sahel: 2008-2009"*, A special report by the Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET), USAID, Michigan State University, May 2008, 49 p

l'infrastructure. Ces prix plus élevés ont été, toutefois, transmises aux consommateurs dans la plupart des cas. Dans presque tous les cas, les gouvernements sont intervenus pour contrer les hausses de prix à la consommation, mais les consommateurs expérimentent une inflation alimentaire significative²².

La majorité des ménages en Afrique de l'Ouest, par exemple au Ghana et au Nigéria, des Ougandais, des Tanzaniens et des Éthiopiens à l'est, sont relativement isolés des marchés alimentaires globaux et des changements de prix qui y surviennent. Une grande partie de leur régime alimentaire repose sur des produits locaux comme le manioc, le millet, le *teff*, des variétés locales de maïs, de haricots, etc. Ceux-ci sont surtout négociés localement et sur le marché régional pour autant que les goulots d'étranglement infrastructurels et institutionnels le permettent. Toute augmentation des prix de ces denrées locales en fonction des augmentations de demande dont ils feraient l'objet – effet de substitution aux denrées importées en ville – alors la hausse des prix des denrées importées aurait un impact beaucoup plus fort.

Malgré la baisse des prix intervenue sur le marché mondial dans la seconde moitié du prix 2008 et au début 2009, dans de nombreux pays de la région, les prix demeurent plus élevés qu'il y a un an. Le prix de vente au détail du riz au Malawi s'est récemment situé à 210 Kwacha (1,50 \$ US) le kilogramme, un doublement sur un an. En Zambie, le maïs blanc, principal aliment de base du pays coûte Kwacha 28,185 contre Kw17, 500 ; au Kenya, le prix de gros du maïs était US \$ 367/tonne de US \$ 222 en augmentation sur les US\$ 222 d'il y a un an. C'est dans deux pays seulement, Éthiopie (Addis-Abeba) et Tanzanie (Dar es-Salaam), que le prix du maïs a baissé, mais pas au même rythme que les prix internationaux, à 8 et 20 pourcent seulement^[8].

Selon la FAO, le prix du petit mil était, en janvier 2009, de 25 pourcent plus élevé qu'en janvier 2008 au Burkina Faso (UN, la FAO, Février 2009). Au Niger, ces prix étaient supérieurs de 40 pourcent. Au Kenya, où la production de grain a chuté de plus de 20 pourcent en 2008, le prix du maïs, aliment de base du pays, 2009 a augmenté de près de moitié entre janvier 2008 et janvier 2009. Les prix en Éthiopie ont considérablement baissé au cours des derniers mois, reflétant la bonne récolte 2008. Mais, le prix du blé est d'environ 50 pourcent plus élevé en janvier 2009 par rapport à janvier 2008 et ceux du maïs étaient, en moyenne, 13 pour cent plus élevé.

Cette situation s'explique par un certain nombre de facteurs qui incluent la mauvaise récolte dans de nombreux pays, le manque de financement commercial pour les importations agricoles, les incohérences dans les dispositifs de réactions de l'offre que ce soit dans le domaine économique, financier ou fiscal. Une contraction des envois de fonds de la Diaspora a encore aggravé le sort des pauvres et vulnérables.

Le principal facteur limitant l'impact des prix alimentaires mondiaux sur les prix des denrées alimentaires domestiques a été l'existence d'une base diversifiée pour la production nationale de plusieurs denrées alimentaires en combinaison avec une isolation partielle du marché mondial. Cela découle de la pauvre infrastructure pauvre et/ou des obstacles au commerce, tels que les interdictions d'exportation anticipée en Éthiopie, au Mali, en Tanzanie et au Nigéria. Par conséquent, le prix des matières premières qui sont principalement

²² Voir U.S.DA, ERS 2009

importées, tels que le riz, a historiquement été étroitement corrélé avec le prix du marché mondial, tandis que les prix des cultures qui sont produites principalement au niveau national, comme le maïs, et autres céréales secondaires dans le Sahel par exemple, ont été plus étroitement liés aux conditions d'approvisionnement interne (bien que la corrélation avec le prix international eut augmenté au cours des derniers mois) et les marchés régionaux.

III.4 Les effets au niveau des ménages: Une aggravation de la pauvreté et un futur compromis par l'accumulation du fardeau de la malnutrition

L'impact à court terme sur le bien-être peut être évalué comme un changement en pourcentage des dépenses de ménages. En termes de perte de revenu, les ménages les plus pauvres sont plus durement frappés dans les zones urbaines aussi bien que rurales. Les citadins pauvres, ainsi que les agriculteurs en déficit vivrier, sont plus touchés par l'inflation sur les aliments parce que, dans leur majorité, ils sont acheteurs nets de nourriture. L'amplitude de l'impact varie en fonction du poids des produits alimentaires négociés au niveau international dans l'alimentation locale et de l'efficacité des réponses de politiques locales et des programmes.

Une étude réalisée par M. Ivanic et W. Martin a constaté une augmentation de la pauvreté pour la plupart des pays à faible revenu couverts dans leur échantillon, principalement en raison de l'impact négatif de l'augmentation des prix du blé, suivi par le prix du riz, du maïs et de produits laitiers. Il y avait peu de cas où une augmentation des prix des produits de base a entraîné une baisse de la pauvreté rurale. Mais, dans la plupart des cas, la pauvreté - même la pauvreté rurale- a augmenté et, dans l'ensemble, l'impact sur la pauvreté est clairement défavorable.

Cette constatation a été confirmée par une étude de cas de pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. L'impact négatif de la hausse des prix des denrées alimentaires pour les consommateurs est supérieur à l'impact positif pour les vendeurs nets des aliments produits localement (Wodon & Zaman 2008). Augmenter le prix de céréales de 50 pourcent pourrait ajouter 4.4. points de pourcentage à la proportion de pauvres dans la population si l'impact sur les consommateurs est pris en compte. Dans certains pays, l'impact devrait être limité, mais dans d'autres pays qui sont fortement des importations alimentaires comme le Libéria, la proportion de la population pauvre pourrait potentiellement augmenter. de 8 points de pourcentage avec une augmentation de 50 pourcent du prix du riz. Même si les gains potentiels pour les producteurs étaient pris en compte, l'indice de la pauvreté augmenterait encore de 2,5 points de pourcentage (Quentin Wodon *et al.* 2008).

La même méthodologie a été combinée à un exercice de cartographie de la pauvreté en Guinée. Ses résultats suggèrent que dans le cas d'une hausse du prix du riz, les zones les plus pauvres du pays ne seraient pas les plus durement touchées, surtout si l'impact positif potentiel sur les producteurs de riz est pris en compte. Dans ce cas, la pauvreté peut reculer dans certaines zones, même si pour le pays dans son ensemble, la pauvreté augmente considérablement en raison de la part importante de riz dans le budget de consommation des ménages. En outre, bien que mieux protégés, même les producteurs nets d'aliments ne pourraient bénéficier dans tous les cas de l'augmentation de prix alimentaires, car les coûts des inputs industriels (carburant, engrais et les transports) sont plus rapidement répercutés que ceux des prix mondiaux des denrées alimentaires. Les pauvres petits fermiers sont plus durement touchés par les augmentations des prix des inputs et des frais de commercialisation :

- Les frais de commercialisation en ASS représentent jusqu'à 70 pourcent de la valeur au détail des récoltes, réduisant ainsi les prix effectivement payés aux agriculteurs pour leurs produits (Minot et Hill 2007, *cité par IFPRI 2008*)
- Les frais de transport représentent 50 à 60 pourcent du total des frais de commercialisation au Bénin, à Madagascar et au Malawi (Fafchamps et al. 2005, *cité de en 2008 IFPRI*)

Wodon et Zaman (2008) estiment à près de 30 millions le nombre de personnes qui seraient tombées dans la pauvreté dans SSA. Quatre-vingt-huit (88 pourcent) de l'augmentation de la profondeur de la pauvreté urbaine à la suite de la hausse des prix alimentaires, est à attribuer à l'appauvrissement de ceux qui étaient déjà les plus pauvres. C'est donc à seulement 12 pourcent que la croissance de la pauvreté urbaine peut être rattachée à de *nouveaux pauvres*. Cette augmentation de la profondeur de la pauvreté est à peu près équivalente à 1 pourcent du PIB pour un PMA typique.

Une Évaluation conjointe de la hausse des prix alimentaires au Libéria, menée en Mai - Juin 2008, a constaté que: 1) les ménages dépensent plus sur le transport et la nourriture de base et moins sur les denrées alimentaires de qualité supérieure, la santé, l'éducation et le logement; 2) la proportion de ménages situant en état de pauvreté ou à la limite de la pauvreté a augmenté; 3) les ménages consomment un peu plus de féculents et moins de produits protéiques, de fruits et légumes et de l'huile; 4) la réduction de la consommation – *moins de repas par jour et plus de jours sans repas*, est due à la restriction des sources de revenus, l'endettement, la faible possession d'actif – tels que la terre - propriété sont conduite alimentaire– moins de repas par jour et plus les jours non-repas, alimentaire sur le crédit (PAM 2008).

Enfin, la proportion des sous-alimentées pourrait augmenter rapidement au-dessus de l'actuelle 27 pour cent de la population totale en Afrique. Manger moins et basculer l'alimentation sur des céréales grossières aura des conséquences irréversibles sur le plan nutritionnel, en particulier chez les nourrissons nés depuis le début de la crise alimentaire. La Banque mondiale estime à 0,6 pourcent du PIB les pertes médianes découlant, dans les pays en développement, rien que de la carence en fer

Même si la crise des prix peut être un choc temporaire, ils devraient rester à un haut niveau et, plus important encore, ils peuvent avoir des effets de longue durée sur la croissance physique et mentale des enfants et des adultes si les actions appropriées ne sont pas prises en direction des groupes les plus vulnérables, parmi lesquels les femmes et les enfants en priorité.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La revue de l'information disponible sur l'impact potentiel de la récente hausse des prix des denrées alimentaires sur les économies africaines, et en particulier sur la pauvreté (de consommation alimentaire) dans ces pays, nous a montré que les pauvres sont susceptibles d'être "piégés" dans leur condition et plus de gens seraient tombés dans la pauvreté. Les différents outils que les gouvernements ont utilisé jusqu'à présent pour traiter l'impact immédiat de la hausse des prix ont consisté en des mesures macro-économiques - fiscales et commerciales – et des politiques sociales et réglementaires qui pourraient entraver, à moyen terme, le nouvel agenda pour le développement agricole dans Afrique. En effet, les stratégies à court terme devraient être suffisamment équilibrées pour générer des avantages à distribuer équitablement

entre agriculteurs et non-agriculteurs, entre populations urbaine et rurale, pour promouvoir le développement d'une agriculture à base familiale qui puisse assurer un approvisionnement durable en surplus (dans les denrées alimentaires de base) financièrement accessible et une agriculture de rente tournée vers les cultures industrielles et 'exportation sur les marchés nationaux et régionaux. C'est dans cette perspective que les recommandations ci-après ont été formulées :

Stimuler la productivité agricole et la diversification de production agricole

En fait, si la croissance agricole doit être relancée en Afrique, il est impératif d'exploiter les opportunités qu'offre la hausse des prix afin de stimuler la productivité agricole et de diversifier la production. Des mécanismes incitatifs devraient être mis en place et les contraintes structurelles de l'agriculture adressées de manière plus systématiques et dans une approche régionale et sous-régionale. Maintenir un équilibre entre les interventions dans les zones agro-écologiques à haut potentiel et l'agriculture familiale, ainsi que le focus sur les interventions contre la pauvreté dans les zones rurales où la pauvreté reste plus élevée tout en tenant compte de l'impact négatif de la crise sur les citadins pauvres. La réponse de l'offre doit être considérée dans un contexte régional tout autant que national – Ceci requiert : 1) l'ouverture commerciale pour les produits de base et la réduction des coûts de transaction entre pays voisins, la promotion du commerce et le renforcement du secteur privé pour conforter la réponse à moyen et long terme. En somme, il convient *d'opérationnaliser les décisions du Sommet d'Abuja sur la Sécurité alimentaire et celles du Conseil des Ministres de l'Agriculture (Addis-Abeba, Avril 2009)*

Réaliser un équilibre entre les investissements tournés vers l'exportation et l'agriculture orientée vers les marchés locaux et sous-régionaux de proximité

Il est nécessaire d'atteindre un équilibre entre les investissements orientés vers l'exportation afin de générer des ressources externes et l'agriculture destinée à fournir la production locale non seulement de grains, mais aussi d'une diversité d'aliments pour la consommation. *Engager les pauvres dans la production d'aliments pour la vente sur les marchés locaux génère non seulement un pouvoir d'achat local, mais contribue aussi à assurer la qualité des régimes alimentaires.* Améliorer la productivité des petits agriculteurs a un effet d'entraînement au sein des communautés rurales pauvres, et stimule tout autant l'activité économique urbaine et la demande et l'offre du secteur rural non agricole en main-d'œuvre, et en biens et services.

Renforcer les liens entre la nutrition et le développement agricole

Même si les prix des denrées alimentaires élevé peuvent être un choc temporaire, ils vont rester à un haut niveau et, plus important encore, ils peuvent avoir des effets de long terme sur la croissance physique et mentale si les actions appropriées ne sont pas prises en faveur des groupes plus. En effet, reste malnutri pendant plus de deux ans augmente les risques de retard de croissance chez les enfants. Au-delà de la croissance physique, cela entrave le potentiel intellectuel et, pire, devient un marqueur génétique héréditaire. Ainsi, si les actions baissières sur les prix alimentaires devaient rester sans effets durant les prochaines années, leur impact sur le développement humain de l'Afrique pourrait être dévastateur, compte tenu par ailleurs de la forte croissance démographique qui y prévaut. Interrompre la crise alimentaire est un impératif moral et politique pour les Africains parce que de survie pour le plus grand nombre. Pour commencer à s'attaquer à ce défi, la solution réside moins du

côté de la demande, mais plus du côté de l'offre – c'est-à-dire finalement du côté de la demande par le biais du multiplicateur de revenu. Les synergies nutrition/ diversification de la production/efficacité économique devront être systématiquement examinées et incorporées dans toutes les actions de relance et de protection sociale.

Établir des systèmes de surveillance alimentaire et nutritionnelle pour informer la prise de décision à tous les niveaux,

Cela ne devrait pas concerner les seuls décideurs politiques au niveau central car ces informations peuvent fournir les éléments de prévisibilité et de reddition de comptes qui sont nécessaires dans une approche basée sur les droits de l'homme sur approche pour l'élaboration de réponses du gouvernement national à la crise.

Établir un Système d'information sur les marchés – avec une composante d'alerte précoce sur les prix et les flux transfrontaliers de produits agricoles– y compris de fruits et légumes et de produits transformés pour informer une surveillance et des outils d'évaluation des politiques agricoles conçus en réponse à la crise alimentaire.